

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

P R O C E S - V E R B A L

de la

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1972

(mercredi 30 août - samedi 2 septembre)

---



TABLE DES MATIERES

A. Problèmes de l'aide au développement	p. 1
B. Aide financière suisse aux pays en voie de développement	p. 14
C. Questions monétaires internationales	p. 19
D. Conférence européenne pour la sécurité et la coopération	p. 29
E. Questions économiques et commerciales	p. 60
F. La Suisse aujourd'hui et demain	p. 70

Annexes

- I. Exposé de M. l'Ambassadeur Marcuard - "La coopération technique et politique étrangère"
- II. Exposé de M. Wilhelm - "Der 5. Rahmenkredit für technische Zusammenarbeit und die Schwerpunkte des Entwicklungsprogramms"
- III. Exposé de M. Räber - "Organisatorische und personelle Probleme der technischen Zusammenarbeit"
- IV. Exposé de M. Wilhelm - "Finanzhilfe: Integrierte Projekte"
- V. Exposé de M. l'Ambassadeur Marcuard - "L'allocation forfaitaire à certaines missions"
- VI. Exposé de M. l'Ambassadeur Rothenbühler - "Schweizerische Finanzhilfe an Entwicklungsländer"
- VII. Exposé de M. le Directeur général Hay - "Questions monétaires internationales"
- VIII. Exposé de M. le Conseiller fédéral Graber - "Sécurité européenne"
- IX. Exposé de M. l'Ambassadeur Bindschedler - "Europäische Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit"
- X. Exposé de M. l'Ambassadeur Campiche - "Conférence de sécurité"
- XI. Exposé de M. l'Ambassadeur Jolles - "Das Brüsseler Freihandelsabkommen und seine Perspektiven"
- XII. Exposé de M. l'Ambassadeur Probst - "Die Schweiz, das Brüsseler Abkommen und Osteuropa"
- XIII. Exposé de M. l'Ambassadeur Weitnauer - "Die Schweiz vor den Spannungen der Weltpolitik und der Weltwirtschaft"
- XIV. Exposé de M. le Professeur Schmid - "Die Schweiz heute und morgen"
- XV. Allocution du Président de la Confédération, M. Celio

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1972

Séance plénière du mercredi 30 août 1972

La séance débute à 09.00 h. sous la présidence de M. l'Ambassadeur Thalmann.

PROBLEMES DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

AIDE FINANCIERE SUISSE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

QUESTIONS MONETAIRES INTERNATIONALES

Botschafter Thalmann begrüsst die Anwesenden, da der Chef des EPD wegen einer Bundesratssitzung verhindert ist. Er gibt dem Wunsche Ausdruck, dass auch die diesjährige Botschafterkonferenz Gelegenheit zu einem anregenden Gedankenaustausch und einer Festigung der gegenseitigen Freundschaft bieten wird.

M. l'Ambassadeur Marcuard expose les problèmes de l'aide au développement (cf. annexe séparée).

M. Marcuard pose les questions suivantes à l'assemblée:

- l'administration de l'aide en Suisse appelle-t-elle des remarques des participants?
- comment les participants jugent-ils les chances de succès de la coordination de l'aide dans leurs pays de résidence?

Botschafter Felix Schnyder unterstreicht die Rolle, welche der Entwicklungshilfe als Teil des Gesamtkonzepts unserer Aussenpolitik zukommt. In diesem Sinne spielt die Entwicklungshilfe auch für diejenigen schweizerischen Vertretungen eine bedeutende Rolle, welche sich in entwickelten Ländern befinden. Er stellt die Frage, ob das Ansehen der Entwicklungshilfe in der Vergangenheit nicht durch machtpolitische Hintergedanken gewisser Spenderstaaten beeinträchtigt worden ist. Er



- 2 -

ist der Meinung, dass das wichtigste Anliegen der schweizerischen Entwicklungshilfe eine grösst mögliche Wirksamkeit sein muss, vor allem im Zusammenhang mit den in jüngster Zeit vermehrt aufgetretenen Kritiken an der Entwicklungshilfe ist deren schlussendlicher Effekt in der Tat besonders wichtig geworden. Herr Schnyder stellt Herrn Marcuard abschliessend die Frage, wie dieser im Lichte seiner Erfahrungen die Wirksamkeit unserer Entwicklungshilfe beurteilt.

Botschafter Pestalozzi:

Durch länderweise Planung sind gewisse Fortschritte in unserer Entwicklungshilfe erzielt worden. Voraussetzung für eine wirksame Planung ist jedoch, dass man von Anfang an genau weiss, in welchem finanziellen Rahmen sich diese Hilfe gestalten soll.

Herr Pestalozzi stellt folgende Fragen zur Diskussion:

1. Verfügen wir tatsächlich über die nötigen Informationen, welche für eine wirksame Planung erforderlich sind?
2. Wie stellt man sich für die Zukunft die organisatorische Koordination der Entwicklungshilfe an der Zentrale vor?

Es wäre wünschbar, dass man eine einzige Stelle schaffen würde, an welche man für sämtliche Belange der Entwicklungshilfe gelangen könnte.

Botschafter de Keller unterstreicht die wertvolle Arbeit, welche von den christlichen Missionen seit langer Zeit geleistet worden ist, wie z.B. von der Basler Mission. Die Missionen kennen die Bedürfnisse der betreffenden Länder, besonders was das Erziehungs- und Gesundheitswesen betrifft. Er fragt nach der Rolle, welche die Missionen bei der Planung unserer Entwicklungshilfe spielen und regt an, dass die Missionäre vermehrt unterstützt werden.

Botschafter Hans Keller:

Die Methoden der Entwicklungshilfe werden zur Zeit von pro-

./.



- 3 -

minenter Seite kritisiert, namentlich von Weltbankpräsident McNamara und Tibor Mende.

M. l'Ambassadeur Humbert doute de l'efficacité de l'aide multilatérale, notamment à cause de la qualité de nombreux fonctionnaires des organisations internationales, mais constate que l'évolution de la coordination de l'aide permet d'envisager l'avenir avec optimisme. M. Humbert pense que notre aide a été jusqu'à présent limitée à quelques pays du fait que le volume de cette aide était restreint; plusieurs pays en voie de développement manifestent leur mécontentement que le cercle des bénéficiaires soit aussi petit. Sachant que les moyens à disposition dans ce domaine vont augmenter dans les années à venir, M. Humbert demande s'il serait possible d'utiliser de nouveaux crédits pour des pays qui ne bénéficient pas à l'heure actuelle de l'aide suisse.

M. l'Ambassadeur Marcuard répond aux questions des orateurs précédents. Il se réjouit que de nombreuses personnes analysent les méthodes appliquées à l'aide aux pays en voie de développement. Au fur et à mesure, ces méthodes doivent évoluer, et l'on tient compte de critiques telles que p.ex. celles exprimées par McNamara à la réunion de Santiago. Ces critiques contribuent à améliorer les méthodes tant sur le plan bilatéral que multilatéral. En France, une commission spéciale a été nommée pour analyser l'aide française, mais le rapport contenait des critiques si sévères que le document ne fut pas publié. L'orateur considère que l'aide en général provenant des pays industrialisés est moins intéressée qu'auparavant. L'aide suisse n'est politiquement et économiquement désintéressée à court terme et intéressée à long terme que dans le sens où l'évolution des pays en voie de développement les fera participer plus librement aux marchés internationaux.

M. Marcuard explique que les projets de coopération technique visent des opérations concrètes, dans l'ensemble tant efficaces qu'utiles. Comme exemple, il cite le projet de Kerala dans le sud de l'Inde

./.

- 4 -

où il s'agissait d'améliorer la race bovine et l'affouragement par croisement de la vache suisse et de la vache locale. Une production six fois supérieure a été obtenue, si bien que le Kerala a proposé l'extension du projet à 1/3 de son territoire et sa création en certains autres points géographiques de l'Inde. Voilà, d'après l'orateur, un excellent exemple d'une action modeste au départ qui finit par prendre de l'envergure sur le plan national.

M. Marcuard relève que Tibor Mende, lors de sa venue à la conférence de la coopération technique, n'a pas mis en cause les objectifs de l'aide, mais plutôt certains moyens mis en oeuvre. Le conseil de M. Mende était de soutenir les travaux de recherches et de technologie.

En réponse à M. Pestalozzi, M. Marcuard explique que la circulaire envoyée par la coopération technique sur les projets d'aide 1972-1974 fait état une modification dans la planification de l'aide aux pays en voie de développement. L'orateur pense prendre en considération la proposition de M. Pestalozzi à un stade ultérieur, peut-être dans le cadre du prochain crédit.

Quant aux questions administratives, M. Marcuard rappelle qu'une loi fédérale sur la coopération technique est en préparation et qu'à l'heure actuelle les mécanismes administratifs sont à l'examen. Une tentative est en cours afin de resserrer les liens entre les deux départements s'occupant de questions d'aide aux pays en voie de développement. Une suggestion consisterait à mieux répartir les compétences des services s'occupant de problèmes d'aide au Tiers monde dans les deux départements, à concentrer le traitement de ces problèmes dans deux services (un dans chaque département) et à les coiffer de commissions mixtes inter-départementales destinées à assurer une bonne coordination.

En réponse à M. de Keller, l'orateur lui explique que 20 % des moyens à la disposition de la coopération technique sont utilisés

./.



- 5 -

pour financer l'aide multilatérale, ce qui représente déjà un gros effort.

M. l'Ambassadeur Mossaz demande à M. Marcuard dans quelle mesure l'on tient compte de la politique du pays bénéficiaire lors de la décision d'attribuer l'aide technique ou financière. M. Mossaz cite l'exemple des récentes nationalisations en Tanzanie.

Botschafter Müller:

In bezug auf die Länderprogrammierung besteht ein Widerspruch in unserer Konzeption: Einerseits treten wir für eine Länderprogrammierung ein, weigern uns aber andererseits, zu deren Basis beizutragen, indem wir nicht sagen können, wieviel wir einem einzelnen Land zukommen lassen. Im übrigen wäre es angezeigt, dass die Schweiz in allen internationalen Gremien mitmacht, welche sich mit Koordinationsfragen befassen.

Botschafter Andres:

Bei aller Diskussion über Koordinationsfragen vergisst man allzu leicht, dass auch eine Koordination zwischen den Botschaften untereinander angestrebt werden sollte. Es wäre deshalb zu begrüßen, wenn zu diesem Zwecke Koordinationskonferenzen für einzelne Regionen organisiert würden.

M. l'Ambassadeur Marcuard explique que l'on tient compte dans la mesure du possible de la politique des pays en voie de développement vis-à-vis de la Suisse. Mais, selon l'orateur, l'aide est la conséquence de l'interdépendance des nations. Elle est donc un devoir et une obligation pour la Suisse. Si les pays en voie de développement agissent en infraction du droit international public, des moyens de pression autres que l'aide se présentent pour obtenir gain de cause; l'aide au développement ne devrait pas être utilisée comme instrument

./.



- 6 -

politique. En tout cas, le volume de l'aide suisse n'est pas tel qu'il puisse avoir une influence sur la politique d'un pays en voie de développement. Si la situation politique devient difficile dans un pays bénéficiaire de l'aide suisse, les projets déjà engagés sont menés à terme. Par contre, une politique hostile à la Suisse peut empêcher la décision d'aider un tel pays.

M. Marcuard répond à M. Müller qu'il n'y a pas encore de planification systématique à long terme, mais que c'est un but que l'on espère atteindre dans un proche avenir.

En ce qui concerne la coordination entre les ambassades en matière d'aide au développement, M. Marcuard répond à M. Andres que la coopération technique a organisé des cours et séminaires régionaux où les experts peuvent discuter leurs expériences et en comparer le résultat.

Botschafter Thalmann:

Zum Votum von Herrn Andres:

Wir tragen uns zur Zeit mit dem Gedanken, in verschiedenen Sparten unserer Aussenpolitik Regionalkonferenzen durchzuführen. Wann, wo und wie ist aber noch völlig unbestimmt.

Botschafter König:

Man kritisiert heute die Methoden der Entwicklungshilfe, ohne sich über deren Ziel im klaren zu sein. Es ist zu begrüßen, wenn man mit der Entwicklungshilfe das Elend auf der Welt lindern will. Es ist jedoch ausgeschlossen, dass die Entwicklungshilfe die Kluft zwischen armen und reichen Ländern je verringern kann, und es wird unmöglich sein, jemals eine wirtschaftlich einheitliche und ausgeglichene Welt zu erreichen. Wir müssen uns damit abfinden, dass unsere Welt sehr verschiedenartig zusammengesetzt ist und bleiben wird. Heute herrscht vielerorts eine Einstellung, welche in Verkennung der Tatsachen die

Entwicklungshilfe in rosigstem Licht betrachtet. Misserfolge sind bei der Entwicklungshilfe einfach unvermeidlich und wir tun einfach, was wir können.

M. l'Ambassadeur Dominicé pose une question générale apparentée à celle de M. König. L'orateur fait état de l'explosion démographique qu'il considère comme un des problèmes les plus graves des pays en voie de développement. M. Dominicé pense que, malgré la notoriété du problème, il est difficile d'y trouver un remède efficace. Il demande si cette question est prise en considération dans le cadre de l'aide bilatérale ou multilatérale. M. Dominicé considère qu'il est inutile de déverser des millions de francs suisses, que ce soit 12 ou 900, dans l'aide au développement si la croissance démographique annule les effets bénéfiques de cette aide.

M. l'Ambassadeur Marcuard indique que M. König se réfère aux slogans lancés pour populariser l'aide. Mais, comme ces slogans étaient faux et que les buts qu'ils décrivaient n'ont pas été atteints, la faute en est retombée sur l'aide. Selon M. Marcuard, il est exclu et impossible que les pays en développement rattrapent les pays industrialisés dans un proche avenir. Plusieurs personnes s'étaient fait des illusions et ont été déçues. Il est certain que le fossé entre les pays développés et le Tiers monde s'agrandit, mais M. Marcuard pense que les faits sont fautifs et non pas l'aide. Le but de l'aide au développement est de hâter la venue du moment où les pays en voie de développement pourront assurer leur épanouissement eux-mêmes sur la base d'échanges commerciaux normaux. Ce but est plus modeste, mais certainement plus réaliste. Des différences de niveaux subsisteront, mais doivent devenir acceptables. On envisage la somme de 900 millions de francs suisses pour l'aide annuelle jusqu'à la fin de la décennie. A ce moment, le produit national brut aura augmenté et cette somme représentera 0,5 % du PNB, tandis que la moyenne actuelle est de 0,35 à 0,4 %.



- 8 -

En réponse à la question de M. Dominicé, M. Marcuard affirme qu'il est conscient du sérieux du problème. Il remarque qu'un soutien financier est donné aux agences de recherches dans ce domaine et que leur activité est encouragée. En plus, les services d'aide au développement soutiennent les services de santé dans les pays bénéficiaires, services de santé dans lesquels les questions de contrôle de naissances seront étudiées. L'éducation est aussi un domaine bénéficiaire de l'aide suisse et les progrès dans ce champ sont un moyen d'action indirecte en faveur du contrôle démographique.

Herr Wilhelm hält ein Referat über den 5. Rahmenkredit für technische Zusammenarbeit und die Schwerpunkte des Entwicklungsprogramms (siehe separate Beilage).

Botschafter Schmidlin:

Was geschieht, wenn ein Entwicklungsland unser Hilfsangebot nicht akzeptiert bzw. bestimmte Personengruppen als Entwicklungshelfer zurückweist? Beispielsweise hat der Staat Malaysia Vorschriften erlassen, die es der Basler Mission verunmöglichen, dort weiterhin tätig zu sein.

Herr Wilhelm:

Wir gehen nicht mit dem Kopf durch die Wand. Wenn gewisse Länder unsere Hilfe nicht wollen, drängen wir sie ihnen nicht auf. Wenn wir aber im betreffenden Gebiet bereits tätig gewesen sind, lassen wir durch unsere Vertretung die nötigen Abklärungen vornehmen und versuchen zu einer für beide Teile befriedigenden Lösung zu gelangen.

Herr Räber hält ein Referat mit dem Thema "Organisatorische und personelle Probleme" (siehe separate Beilage).

./.



- 9 -

M. l'Ambassadeur Suter considère que l'exposé de M. Räber a répondu à plusieurs questions précédemment posées.

A son avis, l'institution d'attachés spéciaux pour l'aide technique est très utile et déchargera l'ambassadeur. M. Suter souhaite que cette institution puisse être répandue autant que possible. Il trouve qu'une coordination en matière d'aide sur le terrain serait utile, et que les ambassades pourraient être consultées au moment des options. Selon M. Suter, il serait loisible d'élargir le cercle de pays bénéficiaires de l'aide suisse. Il se demande si l'on pourrait instituer des visites entre ambassades afin que les attachés pour l'aide technique puissent comparer leurs expériences.

Botschafter Pestalozzi:

Die Institution der Regionalbüros kann zu einer Ueberorganisation führen. Das Verhältnis der Regionalkoordinatoren zu den Botschaften ist zu wenig geklärt. Es sollte vermieden werden, dass die Botschaften konkurrenziert werden.

Mit den Entwicklungsattachés hat Herr Pestalozzi gute Erfahrungen gemacht. Sie sind für sämtliche Fragen der Entwicklungshilfe und unter Umständen auch für solche der humanitären Hilfe einsetzbar. Wenn ein Entwicklungsattaché gleichzeitig an mehreren Botschaften akkreditiert wird, kann dadurch die Institution der Regionalbüros überflüssig gemacht werden.

Botschafter Müller:

Die Entwicklungshilfe ist ein integrierender Bestandteil der schweizerischen Aussenpolitik. Die Botschaften ihrerseits sind für deren Ausführung verantwortlich. Die Entwicklungsattachés sind dabei sehr wertvoll, nicht aber die regionalen Koordinatoren, da diese eine unnütze parallele Organisation zu den Botschaften bilden. Es ist wesentlich, dass die Entwicklungsattachés den Botschaften unterstellt und in ihnen integriert sind.

./.

- 10 -

M. l'Ambassadeur Serra juge qu'il est primordial d'être attentif aux qualités des personnes exécutant les projets d'aide au développement. L'importance des montants consacrés aux projets influence leur réussite, mais, néanmoins, l'on peut observer souvent une personne qualifiée obtenir de gros résultats avec peu de moyens. M. Serra demande quelles sont les mesures pour sélectionner des personnes capables dans ce domaine, connaissant bien le milieu de travail. Il pense que l'expert ou l'assistant technique doit chercher à comprendre le pays où il travaille et s'y adapter.

M. Serra note que, souvent, les pays en voie de développement ne savent pas distinguer entre les experts privés et les experts gouvernementaux de la coopération technique, et ne comprennent pas que certains bénéficient d'avantages par rapport à d'autres. De nombreux problèmes se posent surtout si ces deux genres d'experts font partie d'accords-cadre. M. Serra demande si un effort pourrait être fait afin d'uniformiser les conditions pour nos experts et les experts privés.

Herr Räber:

Wir sind durchaus der Meinung, dass der Apparat der TZ in die bestehende Organisation unserer Auslandvertretungen integriert wird. Es gibt indessen Fälle, wo es nötig ist, dass Regionalkoordinatoren entsandt werden, da es an Ort und Stelle gar keine schweizerischen Vertretungen gibt (z.B. in Nepal).

Zu den Regionalkoordinatoren ist zu bemerken, dass diese möglicherweise auch für mehrere Schwerpunktländer zuständig sein könnten, ohne im betreffenden Gebiet festen Aufenthalt zu beziehen, sondern vielmehr einer bestehenden Botschaft zugeteilt werden könnten.

Herr Räber ist sich bewusst, dass die Entwicklungshilfe nur ein Teil unserer Aussenpolitik ist und aus diesem Grunde nur dort, wo es operationell erforderlich ist, ein eigener Apparat geschaffen werden soll.

./.



- 11 -

Zum Votum von Herrn Pestalozzi:

Wenn ein intensiver Kontakt mit unseren regionalen und multilateralen Projekten aufrechterhalten werden soll, muss eine entsprechende Struktur geschaffen werden. Es ist keineswegs an eine Aufblähung unserer Administration durch Regionalbüros gedacht. Diese könnten nämlich nur zeitweise für einzelne Projekte aktiviert werden.

Zum Votum von Herrn Serra:

Die Uniformierung des Personalstatuts wird zur Zeit geprüft, und es ist eine Vernehmlassung der privaten Entwicklungsorganisationen im Gange.

M. l'Ambassadeur Marcuard répond à la question de M. Serra, l'informant que des cours de formation uniformisés de deux mois ont lieu quatre fois par année, dans lesquels les experts et les assistants techniques sont réunis. Afin d'opérer une sélection, un "test" de quinze jours dans une région sous-développée de la Suisse a été institué. Les participants analysent les besoins de la région et discutent avec les indigènes des améliorations possibles. Ceci permet de distinguer les personnes les moins adaptées à un futur travail dans le cadre de l'aide au développement.

Herr Wilhelm:

Referat über das Thema "Finanzhilfe: Integrierte Projekte" (siehe separate Beilage).

Botschafter de Keller:

Wie ist das Verhältnis zwischen den Ausgaben der Entwicklungshilfe zu den gesamten Bundesausgaben?

M. l'Ambassadeur Marcuard indique que les dépenses pour l'ensemble de l'administration de l'aide au développement à Berne, tout étant

./.



- 12 -

compris, sont de 7 % des sommes investies. Par contre, le chiffre de dépenses administratives des organisations internationales dans le même domaine est de 14 %. L'orateur considère que les économies en la matière expliquent certaines lenteurs inévitables.

Botschafter Hans Keller:

Herr Keller beglückwünscht die TZ zur effizienten Organisation, welche innert zehn Jahren aufgebaut worden ist, und weist auf Nepal als positives Beispiel für unsere Entwicklungshilfe hin.

M. l'Ambassadeur Marcuard expose le projet d'allocations forfaitaires à certaines missions (cf. annexe séparée).

Botschafter Hunziker begrüsst diese Initiative der TZ.

Botschafter Langenbacher:

Die Erfahrung hat gezeigt, dass diese Idee gut und wirksam ist. Er belegt dies an einem Beispiel einer Brunnenausgrabung in Afrika.

M. l'Ambassadeur Grossenbacher a manifesté sa déception de ce que l'Argentine ne soit pas prise en considération pour ce projet. Il pense que le critère du PNB pro capita n'est pas suffisant ni déterminant car il ne tient pas compte des structures sociales du pays.

Botschafter Fischli:

Diese Idee ist zu begrüßen. Es ist wünschbar, dass die Bezugsberechtigung nicht zu stark eingeschränkt wird.

Botschafter Andres hofft, dass die Bezugsberechtigung nicht definitiv geregelt worden ist. So könnte beispielsweise ebenfalls Aequatorial-Guinea einen entsprechenden Kredit nutzbringend verwenden.

./.

- 13 -

M. l'Ambassadeur Marcuard considère que M. Grossenbacher peut se consoler du fait qu'un projet d'aide à l'Argentine de plus de 50'000 francs est à l'étude. En ce qui concerne le Mexique, M. Marcuard pense qu'un petit crédit serait chose possible si une proposition valable de projet était faite. En réponse à M. Andres, l'orateur juge que le cas de la Guinée équatoriale pourrait être réexaminé.

Botschafter Thalmann schliesst die Sitzung um 12.30 Uhr

./.

- 14 -

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1972

Séance plénière du mercredi 30 août 1972

La séance reprend à 15.00 h. sous la présidence de M. l'Ambassadeur Thalmann.

Botschafter Thalmann eröffnet die Sitzung und begrüsst Herrn Generaldirektor A. Hay, welchem er dankt, dass er sich die Mühe genommen hat, trotz seiner grossen Arbeitslast an der Botschafterkonferenz teilzunehmen. Er erteilt das Wort an Botschafter F. Rothenbühler.

Botschafter Rothenbühler:

Referat über das Thema: "Schweizerische Finanzhilfe an Entwicklungsländer (400 Mio Rahmenkredit)" (siehe separate Beilage).

Botschafter Thalmann dankt für das Exposé und eröffnet die Diskussion.

M. l'Ambassadeur Suter:

C'est avec satisfaction que j'ai pris connaissance de la contribution faite par la Confédération suisse au Fonds Africain de développement, bien que je doive noter que cette contribution était inférieure à ce que le président de l'ADB en attendait.

Dans les discussions que nous avons eues aujourd'hui, il me semble que le caractère traditionnel de la diplomatie se transforme, et que nous devenons en quelque sorte non pas les ambassadeurs du pays que nous représentons, mais les ambassadeurs du pays où nous sommes représentés, du fait que nous avons toujours tendance à plaider la cause des pays sous-développés dans lesquels nous nous trouvons. On peut voir là une nouvelle tendance de notre diplomatie.

J'aimerais aussi souligner l'importance prise par les organisations multinationales pour l'aide au développement.

./.



- 15 -

La question que j'aimerais poser est celle de savoir si, dans les projets de crédits pour le développement, il y a aussi des fonds réservés à la Côte d'Ivoire et au Dahomey.

Botschafter Langenbacher:

In Addis Abeba, dem Genf des afrikanischen Kontinents, komme ich fast täglich in Kontakt mit Beamten internationaler Organisationen. Weil der multilateralen Komponente unserer Finanzhilfe in Zukunft eine wesentliche Bedeutung zukommt und dadurch einzelnen internationalen Organisationen grössere Mittel zur Verfügung stehen werden, sollte eine verstärkte Kontrolle der Beamten dieser Organisationen und eine Erfolgsauswertung im Felde vorgesehen werden.

Professor Mende hat sicher nicht unrecht, wenn er die Arbeitsweise einiger dieser Beamten kritisiert und ihnen vorwirft, in den unterstützten Staaten mit der herrschenden Klasse unter einer Decke zu stecken und damit notwendige Reformen zu verhindern. Eine Kontrolle der Projekte durch unsere Botschaften könnte helfen, die Qualität und die Koordination der Hilfe zu verbessern. Es ist dabei zu prüfen, ob eine solche Kontrolle gemeinsam z.B. mit Schweden und Oesterreich aufgebaut werden könnte. Können wir im Felde Erfahrungen sammeln, werden wir auch in den Gremien der internationalen Organisationen mehr Gewicht haben.

Ich möchte wünschen, dass an kleine Posten in Entwicklungsländern mehr Informationen in bezug auf die Finanzhilfe und die Entwicklungshilfe im allgemeinen geliefert würden, welche wir tel quel in Französisch oder Englisch der Presse abgeben könnten.

Botschafter Pestalozzi:

Es ist auffallend, dass bei der vorgesehenen Verteilung der Finanzhilfe die am wenigsten entwickelten Staaten nicht berücksichtigt worden sind. Wenn diese Staaten auch speziell der technischen Hilfe bedürfen, sind sie doch ebenso sehr auf Finanzhilfe angewiesen.

./.

- 16 -

Botschafter Hess:

Ich möchte folgende zwei Fragen an Herrn Botschafter Rothenbühler richten:

1. Die Weltbank hat seit Jahren Erfahrung in dem für uns neuen Tätigkeitsgebiet der Verteilung von Finanzhilfe an Entwicklungsländer. In Lima war es mir möglich, durch einen schweizerischen Kontaktmann Informationen über ihre Tätigkeit zu erhalten, ansonst scheint ein direkter Kontakt schwierig.

Wie funktioniert die Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und der Weltbank?

2. Ein grosser Prozentsatz unserer Finanzhilfe geht an die IDA (Internationale Entwicklungsorganisation). Welche Erfahrungen wurden in der Zusammenarbeit mit der IDA bis anhin gemacht?

Botschafter Rothenbühler:

Ich danke für die mir gestellten Fragen und möchte zuerst Herrn Suter antworten:

Weil wir mit unserer Finanzhilfe eine relativ grosse Konzentration des Einsatzes anstreben, konnten wir im ersten Rahmenkredit einige Staaten nicht berücksichtigen, auch wenn sie objektiv die verschiedenen Kriterien zur Ausrichtung einer Finanzhilfe erfüllen. Neben den bereits als "ear marked" zu betrachtenden Quoten des bilateralen Teils des Rahmenkredites bestehen praktisch keine Reserven mehr.

Zur Anregung von Herrn Langenbacher darf ich bemerken, dass eine genügende Kontrolle der Verwendung unserer Kredite durch internationale Organisationen auch unsere Sorge darstellt. Diese Kritik der ungenügenden Kontrolle erschwert immer auch die Passage von Kreditbegehren durch das Parlament.

Die Kritik und der Vorwurf der Ineffizienz wendet sich weniger gegen internationale Bankinstitute wie die Weltbank, die IDA oder

./.



- 17 -

die asiatische Entwicklungsbank, welche durchwegs gut geleitet sind (im Conseil der letzteren ist auch die Schweiz vertreten), als gegen die anderen internationalen Organisationen, welche bei einem Grossteil unserer Politiker ihre Popularität weitgehend eingebüsst haben.

Wie weit eine Erfolgskontrolle der eingesetzten Mittel durch unsere Botschaften im Felde ausgeführt werden kann, wie weit sie verbunden werden soll mit Auflagen bei der Kredithingabe oder durch Einsitznahme in die leitenden Ausschüsse von internationalen Organisationen wird mit der Zeit anhand des konkreten Einsatzes der Mittel noch sicher abzuklären sein.

Herrn Pestalozzi möchte ich antworten, dass, wie ich in meinem Referat darlegte, in den ärmsten Ländern in der Regel Finanzkredite nicht für sich allein konzipiert werden können, sondern im Zusammenhang mit einem Projekt der technischen Zusammenarbeit ausgerichtet werden. Die "capacité d'absorption" fehlt häufig als Folge einer üblicherweise nicht vorhandenen kompetenten Trägerschaft als Empfänger eines Kredites.

Ich bitte Herrn Minister Bühler, die Fragen von Herrn Hess zu beantworten.

Minister Bühler:

Es war von allem Anfang an unsere Idee, bei der Ausrichtung von Finanzkrediten eine möglichst enge Zusammenarbeit mit der Weltbank zu suchen. Ich habe bei meinen letzten Besprechungen in Washington eine grosse Bereitschaft zur Verwirklichung dieser Kooperation von seiten der Weltbank feststellen dürfen.

Wie Herr Rothenbühler in seinem Exposé bereits ausgeführt hat, erschweren die unterschiedlichen Verfahren bei der Abklärung und Genehmigung eines Finanzierungsprojektes das "Timing" zwischen uns und der Weltbank. Hat die Weltbank ein Projekt nach dem Survey und einer Evaluation ihrem "loan board" vorgelegt und dieses die Ausführung be-

./.

- 18 -

willigt, verbleibt der Schweiz nur noch, einen Anteil daran zu erwerben. Dieser Anteilskauf entspricht aber nicht unserer Vorstellung, weil dadurch die Schweiz zu wenig in Erscheinung treten kann.

Wir haben die Idee der Zusammenarbeit deshalb aber nicht gänzlich fallen lassen und suchen nach neuen Möglichkeiten der Beteiligung. Sollte einmal die Kompetenzdelegation vom Parlament an den Bundesrat zur Genehmigung von Rahmenkrediten Wirklichkeit werden, ergäben sich daraus neue praktische Möglichkeiten.

Von der Weltbank werden wir im Hinblick auf Informationen genau gleich behandelt wie ein Mitglied und stehen für Anfragen von seiten der Botschaften jederzeit gerne zur Verfügung.

Ich gehe mit dem Votum des Herrn Langenbacher einig; wir müssen die Verwendung unserer Mittel kontrollieren, dies sind wir auch dem Parlament schuldig. Hinsichtlich der Weltbankgruppe brauchen wir nicht besorgt zu sein. Ein eingespieltes Evaluation-Team hat sich bisher gut bewährt. Bei der asiatischen Entwicklungsbank sind wir durch Herrn Präsident Stopper im Gouverneursrat vertreten und haben überdies das Recht, in jeder Amtsperiode einen stellvertretenden Direktor zu stellen.

Die Afrikanische Entwicklungsbank ist weniger eingespielt und es fehlen längere Erfahrungen in der Zusammenarbeit mit ihr. Es war denn auch unser Hauptproblem in den Vorberatungen zum Rahmenkredit, ob dieser Bank Mittel zur Verfügung gestellt werden sollen. Wir haben von Anfang an gegenüber der Afrikanischen Entwicklungsbank gefordert, dass das Direktorium des Afrikanischen Entwicklungsfonds paritätisch aus je sechs Vertretern der Geberländer und sechs der Nehmerländer (Mitglieder der Afrikanischen Entwicklungsbank) zusammengesetzt wird. Wie andernorts werden sich auch hier die Geberländer in Gruppen zusammenfinden und wir prüfen gegenwärtig, ob wir uns in der gleichen Gruppe konstituieren können, der wir uns zur Vertretung in der asiatischen Entwicklungsbank angeschlossen haben, mit der Ausnahme, dass an Stelle

./.



- 19 -

Frankreichs ein neuer Partner gesucht werden muss, weil Frankreich sich vorläufig an der Finanzierung des Afrikanischen Entwicklungsfonds nicht beteiligt.

M. l'Ambassadeur Marcuard:

J'aimerais ajouter quelques mots en ce qui concerne le contrôle que l'on peut exercer sur les projets que nous finançons en collaboration avec les organisations internationales. Lors de la dernière réunion du PNUD, un certain nombre de pays ont suggéré de mettre sur pied des plans d'évaluation pour les projets. J'ai dit que mon pays serait d'accord de contribuer à la mise sur pied d'une équipe d'évaluation internationale, mais j'ai aussi proposé de mettre sur pied des équipes d'évaluation bilatérales, ce qui aurait un excellent effet pour le contrôle des sommes mises à la disposition des organisations internationales.

Botschafter Thalmann unterbricht die Sitzung.

Botschafter Thalmann eröffnet die Sitzung um 16.30 Uhr und erteilt das Wort dem Referenten.

M. Hay:

Exposé (cf. annexe séparée).

Botschafter Thalmann eröffnet die Diskussion und erteilt das Wort an Botschafter Felix Schnyder.

Botschafter Schnyder:

Die gegenwärtigen währungspolitischen Probleme sind zu einem guten Teil Währungsprobleme der USA. Herr Hay hat uns die komplexe, widerspruchsvolle und unsichere Situation, in der wir uns befinden,

./.

- 20 -

sehr gut geschildert. Eine wesentliche Voraussetzung für diese Situation ist die Tatsache, dass in den USA die Innenpolitik vor der Außenpolitik den Vorrang hat, wozu das bekannte Wort "benign neglect" verwendet wird. Die Schwierigkeiten auf dem Währungssektor beschäftigen nicht nur die Partner der USA, sondern auch die Vereinigten Staaten selbst, die dazu folgende Haltung einnehmen: Die amerikanische Handelsbilanz muss nicht nur von den Vereinigten Staaten, sondern ebenfalls von den Partnern der USA, insbesondere von Japan, Deutschland und den andern Europäern ins Gleichgewicht gebracht werden. Finanzminister Connally hat diese Ansicht mir gegenüber ganz brutal zum Ausdruck gebracht mit den Worten: "Ihr habt Probleme mit den vielen Dollars, was macht Ihr jetzt?" Der Nachfolger von Connally, Shultz, ist grundsätzlich der gleichen Meinung wie sein Vorgänger. Es werden zwar von Shultz und Burns Versuche gemacht, im Ton etwas respektvoller zu sein, dies ist aber eher eine Stilfrage, als ein Abweichen von der Substanz. In bezug auf neue Ideen für die Lösung der Währungsprobleme halten sich die Amerikaner zurück. Sie warten auf die Vorschläge ihrer Handelspartner. Für die Amerikaner stellt sich ein währungspolitisches Problem psychologisch anders dar als für ein europäisches Land: Die grosse Masse der Amerikaner sieht währungspolitische Fragen nicht aus internationaler Sicht, es gibt keine Panik, wenn der Dollar schwach ist. Nur im Rahmen der internationalen Gesellschaften gibt es Spannungen und Bestrebungen, das Geld auf die andere Seite des Atlantiks zu verschieben. Mein Eindruck ist der, dass die amerikanische Wirtschaft eine ausserordentliche Vitalität besitzt, und dass die Zahlungsbilanz sich zur Zeit verbessert. Durch die Preis- und Lohnkontrolle ist es den Amerikanern gelungen, ihre Konkurrenzfähigkeit gegenüber ihren Partnern zu steigern. Dies wird auch zu vermehrten Investitionen der Europäer und der Amerikaner selbst in den USA führen.

#### Botschafter Hunziker:

Ich möchte an die Schlussbemerkung von Herrn Hay anknüpfen hinsichtlich der schweizerischen Abwehrmassnahmen vom Juli 1972.

./.



- 21 -

Hiezu möchte ich zwei konkrete Fragen stellen:

1. Ist ein Doppelbürger mit Wohnsitz in seinem zweiten Heimatstaat einem Ausländer gleichgestellt?
2. Gewisse Landesteile fühlen sich ganz besonders betroffen vom Verbot des Grundstückkaufes durch Ausländer. Ist es möglich, dass für solche Landesteile Ausnahmen gemacht werden können?

M. l'Ambassadeur Caillat:

J'aimerais ajouter quelques remarques à l'intéressant exposé de M. Hay. J'ai en effet eu des entretiens avec des personnalités importantes des Pays-Bas, notamment le président Zijlstra. Mes interlocuteurs m'ont dit qu'il y avait une certaine stabilisation de la situation conjoncturelle aux Pays-Bas, à tel point que la situation dans ce pays est plus stable qu'en Suisse. Mes interlocuteurs partagent aussi l'optimisme modéré que vous avez exprimé, et estiment que l'on s'achemine vers une amélioration de la balance des paiements américaine. La position néerlandaise me paraît intéressante, parce que les Néerlandais sont, d'une part, très attachés à l'idéal européen, et d'autre part, tiennent aussi à maintenir leurs relations avec les Etats-Unis. J'en donnerai donc ici un bref aperçu. A La Haye, on partage l'idée que le déséquilibre entraîne une responsabilité non seulement du débiteur mais aussi du créancier. Mais on rejette cependant la thèse américaine, selon laquelle il faudrait aussi modifier les relations commerciales. Les Néerlandais rejettent aussi la thèse américaine selon laquelle les problèmes agricoles doivent être traités comme les autres problèmes industriels. Ils sont aussi de plus en plus sceptiques pour ce qui est de l'union monétaire. On constate qu'ils ont adopté à ce sujet une position de repli. Au début, ils ont défendu la thèse que l'union monétaire permettrait de réaliser l'intégration politique. Mais, maintenant qu'il devient de plus en plus impossible d'établir un parallélisme entre l'union monétaire et l'harmonisation des politiques commerciales, leur réaction est de dire que plus

./.

- 22 -

on parle de l'union économique, moins on sait ce que c'est. Il faudrait que la Communauté établisse des directives sur le plan économique, mais il semble bien que l'on ne pourra pas aller très loin dans cette direction. L'opinion générale qui prévaut est que si une conférence au sommet se réunit, elle discutera sans doute du Fonds monétaire européen, mais il s'agira alors d'un Fonds sans règles très strictes et donc sans envergure suffisante. A la question de savoir quel était le but que l'on visait en rétrécissant les marges de fluctuation, on m'a répondu que c'était un système conçu de telle sorte qu'il permettrait le rapprochement de pays de même conception financière, qu'ils soient de la Communauté ou pas. On espérait ainsi obtenir l'adhésion de la Suisse. Ceci montre que les Néerlandais ne font plus preuve d'aucune réserve à notre égard. Les Néerlandais n'écartaient pas non plus l'idée de comptabiliser les réserves nationales d'or à un taux supérieur au taux actuel sur le marché officiel. Ils sont d'avis que le taux de l'or n'est plus du tout adapté à son rôle actuel. On voit ainsi que les Néerlandais estiment que l'or n'a pas du tout perdu son rôle.

Botschafter Weitnauer:

Ich möchte Herrn Hay für sein luzides Referat danken und folgende zwei Fragen stellen:

- Inwieweit ist eine gemeinsame Währungspolitik der EWG gegenüber den Amerikanern denkbar ohne eine gemeinsame Wirtschaftspolitik?

Die zweite Frage hat mit unserer eigenen Situation zu tun:

- Inwieweit ist unsere Inflation hausgemacht und inwieweit ist sie importiert?

M. l'Ambassadeur Heimo:

Dans l'exposé clair et succinct de M. Hay, il y a un aspect qui n'a pas été mentionné, à savoir la création et le développement

./.



- 23 -

d'un "link" entre les droits de tirage et l'aide au développement. M. Hay pourrait nous donner des indications au sujet de cet important problème.

Botschafter Probst:

Da bis jetzt noch nicht die Rede war von Japan, möchte ich als Delegierter des Bundesrates für Handelsverträge, der für Japan zuständig ist, einige Worte dazu sagen. Japan ist heute die zweite Industriemacht des Westens. Japan ist auch eine der wichtigsten Handelsmächte. Das Verhältnis zwischen den USA und Japan spielt eine grosse Rolle bei den gegenwärtigen Währungsschwierigkeiten. Das Handelsbilanzdefizit der USA gegenüber Japan liegt bei 3 bis 4 Milliarden \$. Wenn es möglich wäre, in den Handelsbeziehungen zwischen Japan und den USA ein grösseres Gleichgewicht herzustellen, dürfte eine wesentliche Besserung der Währungssituation für die restliche Welt erwartet werden. Die Amerikaner haben bis jetzt ohne grossen Erfolg Druck auf die Japaner ausgeübt, um dieses Defizit abzubauen. Die Japaner warten ab und machen das Minimum, das sie zu machen haben. Hier stossen wir auf folgendes Grundproblem: Japan ist als eine der führenden Handelsmächte am freien Zugang zu den internationalen Märkten interessiert; selbst aber betreibt es eine Handelspolitik, die sehr protektionistisch gegenüber dem Ausland ist. Importkontingente für Industrieprodukte sind zahlreich und Investitionen mit Auslandskapital sind nur beschränkt zugelassen. Wir sind einerseits daran interessiert, dass die Amerikaner bei der Aufschliessung des japanischen Marktes erfolgreich sind; andererseits aber sollte dem amerikanischen Druck nicht zu sehr nachgegeben werden. Unsere gegenüber Japan während langer Zeit aktive Handelsbilanz ist ebenfalls passiv geworden. Ob der Chinahandel für Japan ein Ventil schaffen kann, ist noch sehr ungewiss.

M. l'Ambassadeur Dupont:

Dans son intéressant exposé, M. Hay a bien décrit l'attitude de la France. Cette attitude est en effet raide et dure. Par ce biais,

./.

- 24 -

les Français espèrent obtenir que l'Europe soit plus indépendante des Etats-Unis. Le Président estime en effet que le problème monétaire est des plus urgents, et qu'il constitue un test de la volonté européenne et de l'indépendance de l'Europe. Il souligne la nécessité de défendre le Marché commun agricole. On craint surtout les attaques que les Etats-Unis vont lancer dans le cadre du Nixon round. Les questions concernant la supranationalité et le secrétariat politique européen sont plutôt considérées comme des questions de théologie. Ce qui compte avant tout pour Paris, c'est qu'il se crée une conscience et une volonté proprement européennes.

Ceci dit, j'ai deux questions à poser: d'abord, que pensez-vous des possibilités offertes par le système du double marché des changes tel qu'il a été introduit en France, pour pallier aux déséquilibres; ensuite, qu'en est-il de la question de l'entrée de la Suisse dans le Fonds monétaire international?

Botschafter Schmidlin:

Herr Hay hat uns gesagt, dass die Schweiz bankmässig Nr. 3 sei. Wer ist auf Platz 2, oder gibt es auf diesem Platz mehrere Anwärter?

Botschafter König:

In Anlehnung an ein Prinzip meines verehrten Lehrers Prof. Amonn versuche ich, zur Erfassung der Währungsfragen, durch den Geldschleier hindurchzusehen. Es ist eine unbestreitbare Tatsache, dass die Amerikaner Schulden im Betrage von 60 Milliarden \$ haben, Schulden, die zu bezahlen sie sich weigern. Man kann die Amerikaner begreifen, denn sie tragen die Hauptlast bei der Verteidigung der freien Welt und bei der Entwicklung der modernen Waffen. Im Lichte der weltpolitischen Situation und der amerikanischen Verteidigungsausgaben gesehen, sind die monetären Schwierigkeiten begreiflich. Wir werden nicht von weiteren Währungskrisen verschont bleiben, solange die Bündnispartner nicht



- 25 -

bereit sind, einen Beitrag zur Verteidigung der freien Welt zu leisten, der demjenigen der Amerikaner gleichkommt.

M. l'Ambassadeur Dominicé:

M. Hay a parlé du Fonds monétaire international et nous a donné les raisons pour lesquelles la Suisse n'y a pas encore adhéré. Mais il apparaît que la situation a changé depuis lors. La presse nous a appris que la Suisse envisageait d'adhérer à cette organisation. Je prie donc M. Hay de nous dire si la Suisse va effectivement adhérer au FMI, et les raisons de cette adhésion.

M. Hay:

Je partage les opinions exprimées par M. Schnyder. Les positions de M. Shultz sont semblables à celles de son prédécesseur, M. Connally. Nous nous demandons toujours quelle est l'influence de M. Burns sur le Président. M. Burns a en effet de la compréhension pour le point de vue européen.

Quant à la question de M. Hunziker, il est exact que les récents arrêtés fédéraux pris pour lutter contre l'inflation ne touchent pas les Suisses de l'étranger. Sur ce point, ces arrêtés sont en contradiction avec les règles de l'OCDE. Cependant, ces mesures ne sont que provisoires. Et d'autre part, pour des raisons politiques internes, nous ne voulions pas assimiler les Suisses de l'étranger à des étrangers. Quant aux double-nationaux, leur assimilation à des étrangers est toutefois entièrement justifiée. En effet, les double-nationaux suisses et français par exemple établis en France sont, sur le plan des faits, des Français. M. Hunziker demande en outre si des exceptions dans l'application de l'arrêté sur les achats d'immeubles seraient possibles pour certaines régions du pays. Nous espérons au contraire qu'il n'y aura pas d'exceptions à cet arrêté. Une modification de la loi von Moos, qui n'était guère respectée par les cantons, est devenue indispensable. Un projet de modification doit être remis prochainement aux chambres.

./.

- 26 -

Je remercie M. Caillat pour ses intéressantes remarques concernant la position des Pays-Bas. A cet égard, je comprends le désir des Néerlandais de voir la Suisse participer aux arrangements monétaires européens. A vrai dire, le but de la réduction des marges de fluctuation entre monnaies européennes n'est pas seulement monétaire mais sert aussi les objectifs politiques des pays du Marché commun. Quant à l'or, je suis persuadé que son prix fera l'objet de discussions, quelle que soit la position des Etats-Unis à cet égard.

Quant à savoir si les pays européens auront une position commune dans les négociations avec les Etats-Unis, qui est la question posée par M. Weitnauer, je pense qu'il est difficile d'y répondre. Il faut constater qu'avant la conclusion de l'accord de Washington de décembre 1971, les pays européens ont eu des difficultés épouvantables à harmoniser leurs points de vue. Le spectacle qu'ont donné les ministres des finances des Six, alors pourtant que la matière à discuter était très précise, était si pénible qu'il a provoqué la colère compréhensible de M. Connally. Pour le moment, il n'y a pas d'attitude commune des pays du Marché commun. Et pourtant, une telle attitude serait très nécessaire dans les futures négociations avec les Etats-Unis.

Est-ce que notre inflation est interne ou importée? Je répondrai que l'inflation, en Suisse, provient de ces deux sources. En ce qui concerne l'inflation interne, je peux vous dire que nous sommes effrayés de l'importance des promesses de crédit faites par les banques à l'économie privée. Les dispositions sur les restrictions de crédit sont venues à échéance à la fin de juillet. Il n'était plus possible, psychologiquement, de demander aux banques après 3 années de restrictions de renouveler leur adhésion à de telles mesures. Or, notre marché du travail est toujours complètement asséché. Dans le domaine de la construction, la demande excède l'offre d'une manière considérable. A cela s'ajoute encore le problème de l'augmentation des salaires et des prix, de l'indexation, etc. Il est donc certain qu'une

./.



- 27 -

partie de l'inflation dont nous souffrons a une cause interne. Nous devons faire davantage pour freiner la hausse des prix.

Quant à la question de savoir s'il ne faudrait pas créer un "link" entre l'aide au développement et les droits de tirage spéciaux, la position de la Suisse sur ce point n'est pas seulement celle de la Banque nationale, mais aussi celle du gouvernement. La Suisse pense qu'un tel "link" n'est pas justifié. En effet, le système des droits de tirage spéciaux constitue une mesure de caractère monétaire. Le problème posé par le financement de l'aide au développement est tout à fait différent. Il s'agit d'abord de financement à long terme; il importe avant tout de permettre le transfert de l'épargne des pays riches aux pays pauvres. Et si, sur la question de ce "link", certains pays développés sont prêts à céder aux pressions des pays sous-développés, c'est avant tout pour des considérations politiques qui n'ont rien à faire avec les problèmes monétaires.

Ce qu'a dit M. Probst au sujet du Japon est tout à fait exact. Le Japon doit d'ailleurs faire face maintenant à d'énormes problèmes internes: pollution, infrastructure, problèmes sociaux, etc. Il apparaît donc que le Japon ne peut plus diriger son économie uniquement vers l'exportation, mais qu'il doit de plus en plus se concentrer à l'amélioration de la situation intérieure.

Quant aux questions posées par M. Dupont, je dirai que le système d'un double marché des changes est très satisfaisant du point de vue théorique. Mais sur le plan pratique, sa réalisation en Suisse serait très difficile. Il serait déjà difficile au départ de déterminer ce qu'il faut faire entrer dans le marché officiel. En outre, les tentations pour passer d'un marché à l'autre seraient grandes. En France, il est vrai, il existe une très ancienne tradition de contrôle des changes. Mais il faut dire aussi que le marché est plus restreint. En outre, il semble que ces derniers temps la position française soit moins assurée.

./.

- 28 -

Quant à l'adhésion de la Suisse au Fonds monétaire international, tant le Conseil fédéral que la Banque nationale ont une attitude positive. Nous savons déjà quelle serait l'importance de notre quota. Mais nous ne voulons adhérer que si nous obtenons un siège au Conseil exécutif, ce qui n'est pas facile du fait que ce Conseil est déjà constitué de vingt membres et qu'il est difficile d'en ajouter un nouveau. Peut-être qu'en 1974 nous pourrions reprendre le siège d'un pays européen, mais nous ne sommes pas malheureux de ce délai, car nous pourrions ainsi observer comment évolueront les négociations sur la réforme du système monétaire mondial et voir quelles seront les éventuelles modifications qui seront apportées aux statuts du FMI. Nous avons, par ailleurs, dans notre Conseil de banque une certaine opposition à une adhésion de la Suisse, opposition venant des grandes banques et de l'industrie privée. Mais je dois dire que leurs arguments ne me paraissent pas très convaincants.

Quant à la question de M. Schmidlin, je répondrai que le système bancaire anglais est plus important que le nôtre.

Je constate que M. König est encore plus pessimiste que moi. Peut-être a-t-il raison! La question du "burden-sharing" est en effet très importante et a été, comme vous le savez, soulevée par les Etats-Unis.

Dans toutes ces questions monétaires internationales, on retrouve toujours le problème de la balance des paiements des Etats-Unis. Qui aurait pensé, dans les années d'après-guerre, qu'on aurait un jour trop de dollars? Un renversement de la situation est toujours possible. L'économie américaine est en effet très dynamique. Aussi, si le dollar devient moins abondant, de nombreux problèmes qui se posent aujourd'hui trouveront plus aisément une solution.

Botschafter Thalmann schliesst die Sitzung um 18.00 Uhr

./.



- 29 -

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1972

Séance plénière du jeudi 31 août 1972

La séance débute à 09.00 h. sous la présidence de M. le Conseiller fédéral Graber.

CONFERENCE EUROPEENNE POUR LA SECURITE  
ET LA COOPERATION

M. le Conseiller fédéral Graber (cf. annexe séparée)

Botschafter Bindschedler (siehe separate Beilage)

Botschafter Thalmann :

Es scheint mir nützlich zu sein, Ihnen noch in Kürze über den Stand unserer Vorarbeiten im Hinblick auf die Sicherheitskonferenz zu berichten, wobei ich mich, dem Wunsche des Departementschefs folgend, etwas länger bei der Frage der freien Zirkulation von Personen und Ideen aufhalten werde.

Etwas vereinfachend kann man sagen, dass die Sicherheitskonferenz vier Kapitel umfasst:

1. ein politisches Kapitel, das man mit Gewaltverzicht und friedliche Koexistenz betiteln kann;
2. ein Kapitel Zusammenarbeit;
3. das dem Westen besonders am Herzen liegende Kapitel des freien Austausches von Personen und Ideen;  
und schliesslich
4. das Kapitel MBFR.

./.

- 30 -

Nachdem wir entschlossen sind, an der Konferenz aktiv teilzunehmen, ist es wünschenswert, dass wir zu allen vier Kapiteln eine klare schweizerische Konzeption erarbeiten. Wir haben nicht unbedingt die Ambition, unter jedem Titel mit sensationellen Vorschlägen aufzuwarten, doch sollten wir auf allen Gebieten wissen, was wir konkret zur Diskussion beisteuern können. Dies ist das Ziel der Arbeitsgruppe, die wir vor bald zwei Jahren gebildet haben und die unter dem Vorsitz von Herrn Botschafter Bindschedler steht. Was das erste Kapitel betrifft - Gewaltverzicht und friedliche Koexistenz -, so haben wir uns unsere Meinung gebildet und uns entschlossen, das Projekt der friedlichen Streiterledigung vorzubringen. Ich komme darauf nicht mehr zurück.

Beim Kapitel Zusammenarbeit würde es uns schlecht anstehen, wenn wir nichts Konkretes zu bieten hätten. Angesichts unserer bedeutenden Stellung als Handelsnation scheint es mir fast selbstverständlich zu sein, dass wir vor allem der wirtschaftlichen Zusammenarbeit, die wohl den sichersten Weg zum friedlichen Zusammenleben bietet, das Wort reden.

Unsere Vorarbeiten auf diesem Gebiet sind leider noch nicht sehr weit gediehen. Wir verdanken Herrn Botschafter Weitnauer allerdings eine hoch interessante Studie, in der er eine Philosophie der wirtschaftlichen Zusammenarbeit entwickelt hat, die m.E. in die richtige Richtung weist. Ich wäre ihm dankbar, wenn er Ihnen in der Diskussion eine Kostprobe davon geben würde. Herr Botschafter Probst wird nun zuhanden der Arbeitsgruppe Bindschedler konkrete Vorschläge ausarbeiten. Auch er wird sich in der Diskussion äussern.

Für andere Gebiete der Zusammenarbeit - Wissenschaft, Technologie, Umweltschutz etc. - werden wir an der Konferenz selbst nicht darum herum kommen, Spezialisten zuzuziehen.



-31-

Und nun zum Kapitel: Freier Austausch von Personen, Ideen und Informationen.

Die Frage enthält natürlich in den Oststaaten - mit Ausnahme Jugoslawiens - einigen Zündstoff. Nach unserer Ansicht muss hier deshalb mit Vorsicht und Geduld vorgegangen werden, wenn man nicht in Kauf nehmen will, dass die ganze Konferenz auffliegt oder zu einem Propaganda-Duell degeneriert. Solange der Westen nicht gewillt ist, eine Systemänderung im Osten durch militärische Macht zu unterstützen - und das ist er bekanntlich nicht -, solange hat es keinen Sinn, durch überstürzte Aktionen im Osten kontraproduktive Wirkungen zu erzielen und Situationen Vorschub zu leisten, wie sie sich im Anschluss an den "Prager Frühling" ergeben haben.

Der Osten möchte am liebsten das ganze Kapitel schlicht unter den Titel: kulturelle Zusammenarbeit stellen und auf den Austausch von Balletteusen, Solisten und Architekturausstellungen reduzieren. Wie wir auf unserer Reise durch die Oststaaten feststellen konnten, bereiten diese im übrigen eine plumpe Parade gegenüber dem westlichen Ansinnen auf Liberalisierung des Personen- und Ideenaustausches vor: Sie werden z.B. die Abschaffung des Visumszwanges - mit Ausnahme natürlich ihrer eigenen Ausreisevisa! - vorschlagen oder den Nachweis erbringen, dass im Osten viel mehr westliche Literatur gedruckt wird als umgekehrt! (Als Beispiel hat man uns in Sofia den Wilhelm Tell zitiert.)

Wenn man realistischerweise davon ausgeht, dass an der Sicherheitskonferenz die ideologischen Gegensätze nicht überwunden werden können, so wird man sich mit relativ bescheidenen Vorschlägen begnügen müssen.

- 32 -

Ein solcher Vorschlag könnte m.E. darin bestehen, aus humanitären Gründen den Zusammenschluss getrennter Familien zu fördern. Diese Art Austausch von Personen ist heute noch mit zahlreichen Schwierigkeiten verbunden - man denke z.B. an die Ausreise von Juden aus der Sowjetunion! -, doch wird er immerhin schon praktiziert, von einzelnen Ländern wie Polen sogar in ganz beträchtlichem Ausmass. Es würde sich also nicht um etwas völlig Neues handeln und wäre daher in ideologischer Hinsicht weniger explosiv.

Es scheint mir, dass die Schweiz ganz auf ihrer traditionellen Linie läge, wenn sie mit einem entsprechenden Vorschlag hervortreten würde. Jedenfalls wird sich aber die Arbeitsgruppe Bindschedler mit dieser Idee noch einlässlich befassen müssen, bevor wir sie zu einer eigenen Initiative ausgestalten. Dabei werden wir uns vor allem die taktische Frage stellen müssen, ob wir damit nicht unsere Chancen für die Durchsetzung unseres Vorschlages für ein System der friedlichen Streiterledigung vermindern würden.

Zum letzten Kapitel - MBFR - hat unser Land kaum etwas Eigenes beizutragen, es wäre denn die kategorische Feststellung, dass unsere Truppenbestände nicht negoziabel sind. Immerhin werden wir auch diese Frage aufmerksam verfolgen müssen. Die Gruppe Bindschedler wird sich daher in Zusammenarbeit mit der Generalstabsabteilung auch mit dieser Frage noch befassen.

M. l'Ambassadeur Campiche (cf. annexe séparée)

La séance se termine à 12.00 h.

./.



- 33 -

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1972

Séance plénière du jeudi 31 août 1972

La séance reprend à 14.30 h. sous la présidence de M. le Conseiller fédéral Graber qui ouvre la discussion et donne la parole à

Botschafter Weitnauer

Ich möchte in aller Kürze ein paar Reaktionen anfügen. Zunächst zur Sicherheitskonferenz überhaupt: Wichtig erscheinen mir vor allem die Tatsachen, dass sie stattfindet und dass die Schweiz daran teilnehmen wird.

Die Konferenz ist eine hochpolitische Angelegenheit, und unser Land wird eine neue Phase der Aussenpolitik auf einem Terrain einleiten, das für uns noch Neuland bedeutet. Dies gesagt, möchte ich einen zweiten Punkt beifügen. Die Sicherheitskonferenz sollte weder unter- noch überschätzt werden. Das erste nicht, weil in einem gesamteuropäischen Rahmen Versuche unternommen werden, so etwas wie ein europäisches Konzert zwischen den Systemen der Demokratie und der Autokratie herzustellen. Das zweite nicht, weil darob die bilateralen Beziehungen zwischen den USA und der Sowjetunion nicht vergessen werden dürfen; sie sind bestimmend und geben uns auch das Augenmass für das eigene Verhältnis zu den übrigen Konferenzpartnern.

Zum dritten und letzten Punkt: Wenn man sich anschickt, die wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen West- und Osteuropa auszubauen, so sollte man sich bewusst sein, dass die Hauptarbeit durch die bilateralen Beziehungen der Unternehmer erbracht werden muss. Ich verweise in diesem Zusammenhang auf meinen Brief vom 18. Februar 1972 und möchte wie folgt zusammenfassen: In wirtschaftlicher

- 34 -

Beziehung befindet sich die Schweiz gegenüber Osteuropa in einer besonders guten Ausgangsposition, da sie den Staatshandelsländern gegenüber konsequent eine Politik der Nichtdiskrimination betreibt. Sie werden zolltarifarisches gleich behandelt wie die übrige Welt und profitieren bezüglich der Kontingente von einer Politik der offenen Tür. Desgleichen handhaben wir unsere Agrarpolitik dem Osten gegenüber genau gleich wie gegenüber dem Westen. Dies entspricht keineswegs der Haltung der übrigen Weststaaten, die ihr Einfuhrsystem stark differenzieren, je nachdem es sich um Importe aus Staatshandelsländern handelt oder nicht.

Auf der andern Seite hält der Osten an einem Einfuhrsystem fest, das absolut diskriminatorischen Charakter aufweist. Es wird nur gerade das gekauft, was man benötigt, meistens Investitionsgüter. So war es bisher der Schweiz nicht möglich, auch nur eine einzige Uhr legal nach dem Osten zu verkaufen. Deshalb würde ich finden, dass schweizerische Vorschläge an der Sicherheitskonferenz sich auf ein quid pro quo konzentrieren sollten: die westlichen Partner unterlassen eine Diskriminierung des Ostens, der als Gegenleistung der Struktur westlicher Wirtschaften vermehrt Rechnung zu tragen hätte. Er hätte m.a.W. seine Märkte den Produkten marktwirtschaftlich organisierter Länder in ebenfalls nichtdiskriminatorischer Weise zu öffnen.

Ich mache mir keine Illusionen über die Erfolgsaussichten einer derartigen Initiative, indessen entspricht sie bester schweizerischer Tradition.

In diesem Zusammenhang noch eine andere Bemerkung. Ich finde, dass wir an der Konferenz mit Vorschlägen in Erscheinung treten sollten, die ein spezifisch schweizerisches Gepräge aufweisen. Es muss der Eindruck vermieden werden, dass wir hinter einer Lehrmeinung hertrotten. Im übrigen vertrete ich die Auffassung, dass sich die Schweiz nicht bloss auf einen Vorschlag beschränken sollte, der ihr eine ganz bestimmte Etikettierung



- 35 -

einträgt. Wir müssen beweglich genug bleiben, auch auf andern Gebieten aktive Beiträge leisten zu können.

Bis jetzt waren der Entwicklung des Ost-Westhandels enge Grenzen gesetzt, weil der Osten einerseits nur gerade das kauft, was ihm passt, und weil andererseits sein angebotener Warenkatalog weitgehend unverkäuflich ist. Man könnte die ECE einmal beauftragen, den Gründen dieser Tatsachen nachzugehen und darauf hinzuwirken, dass die Staatshandelsländer die Qualität ihres Angebotes verbessern und ihre Einkaufsmethoden ändern. Es wäre also seitens der Schweiz einiges vorzubringen. Hiezu ist es aber nötig, dass wir jetzt damit beginnen, die westliche Seite mit diesen Ideen zu konfrontieren und sie dafür zu erwärmen. Ein grosses Stück Arbeit steht uns auf diesem Felde bevor.

#### Botschafter Probst

Ihrer ganzen Anlage nach ist die Sicherheitskonferenz ein politisches Unterfangen. Welche Gestalt hiebei der sogenannte "volet économique" annehmen wird, ist noch nicht abzusehen. Jedenfalls wird der Schweiz ihr Handlungsspielraum auf diesem Gebiet zustatten kommen; mit den Vorbereitungsarbeiten befinden wir uns jedoch im Rückstand. Er ist bedingt durch die überaus starke Beanspruchung durch die Verhandlungen über das Freihandelsabkommen. Es bleibt der Trost, dass bei den übrigen Staaten des Westens die wirtschaftlichen Dossiers noch weitgehend brachliegenden Aeckern ähneln. Wir sind aber bereit, unsere Marschroute, nach der bereits geleisteten Vorbereitung auf dem Gebiet der friedlichen Streiterledigung, auch in ökonomischer Hinsicht noch diesen Herbst festzulegen. Für diese Arbeit sind die von Herrn Weitnauer geäusserten Vorschläge sehr wertvoll, da auf ihrer Basis weitergebaut werden kann. Sie entsprechen zudem fast wörtlich unsern Richtlinien für die gegenüber den Oststaaten einzuschlagende Wirtschaftspolitik.

- 36 -

Indessen stellen sich gewisse Fragen: In taktischer Hinsicht muss man sich überlegen, ob Vorstösse zum "volet économique" einer Förderung unserer bilateralen Beziehungen zu Osteuropa nicht hinderlich werden könnten. Es bleibt uns allerdings die Hoffnung, dass wir diese Verträge noch vor Beginn der Sicherheitskonferenz unter Dach gebracht haben werden.

Mit allfälligen Wünschen nach vermehrter Berücksichtigung unserer Konsumgüter werden wir im Westen wahrscheinlich wenig Anklang finden. Wir werden diesbezüglich auf uns allein gestellt bleiben.

Gegenüber Osteuropa betreibt die EWG noch eine Politik der Kontingentierung, gewährt aber andererseits, im Gegensatz zu den USA, die Meistbegünstigungsklausel. Die Amerikaner insistieren bei der Gemeinschaft auf einen Abbau ihrer quantitativen Restriktionen gegenüber den Oststaaten; kurz, von Solidarität kann nicht gesprochen werden.

Für die Ideen von Herrn Weitnauer sind wir auf der Handelsabteilung sehr dankbar; wir werden sie zusammen mit Herrn Bindschedler weiterverfolgen. Noch eine kleine Korrektur am Rande: gemäss Handelsstatistik exportierte die Schweiz 1971 265 Uhren nach der Sowjetunion.

Man kann sich fragen, ob im Laufe der Zeit - möglicherweise als Abschluss der geplanten Sicherheitskonferenz - sich eine Multilateralisierung des gegenseitigen Verhältnisses anbahnt, Verhandlungen also, welche zwischen den west- und osteuropäischen Gruppierungen EWG und COMECON gesamthaft und direkt geführt würden. Noch besitzen die EWG-Mitglieder trotz des Wortlautes von Art. 113 des Römer Vertrages eine handelspolitische treaty-making power gegenüber den Oststaaten. Angesichts der östlichen Weigerung, die EWG als Realität und damit auch als Verhandlungspartner anzuerkennen, sah diese sich genötigt, ihren Mitgliedern die bilateralen Kompetenzen zum Abschluss von Handelsverträgen noch zu belassen.

./.



- 37 -

Das wird sich im kommenden Jahr ändern. Man kann sich fragen, ob sich nicht auch im Osten durch die Andeutung des sowjetischen Parteisekretärs Breschnew von Ende März, wonach die UdSSR die Realität des Gemeinsamen Marktes "nicht ignoriert", ein Gesinnungswandel anbahnt. Es ist vorgesehen, dass sich im Oktober die Gipfelkonferenz der EWG mit dem ganzen Problemkreis auseinandersetzen wird. Die Schweiz, die ihre handelspolitische Souveränität gewahrt hat, ist solcher Schwierigkeiten glücklicherweise enthoben.

#### M. l'Ambassadeur de Stoutz

On a beaucoup parlé de l'attitude de l'URSS. A ce sujet, je désire souligner un ou deux points des mobiles qui ont amené l'URSS à désirer la conférence. Il y en a deux essentiellement.

1. L'URSS désire entériner le statu quo issu de la dernière guerre. Par le traité avec l'Allemagne fédérale, les frontières de la Pologne ont été fixées. La question de la Finlande, des pays baltes, de la Prusse orientale reste, en revanche, ouverte. L'URSS a mauvaise conscience: elle a occupé des territoires qu'elle se refuse à restituer, ce qu'elle reproche précisément à Israël. Le Japon refuse de coopérer avec l'URSS tant que les îles Kouriles n'auront pas été récupérées. Le problème chinois reste posé. Il n'est pas question pour l'URSS de reconnaître l'illégalité des traités; elle peut cependant envisager de restituer quelques territoires peu importants.

2. La coopération économique avec l'Occident: l'URSS a absolument besoin de cette coopération, surtout avec les USA (mais aussi avec l'Allemagne, la France, la Suisse, etc.) pour combler son retard qui peut se chiffrer à environ 40 ans. L'expérience des 20 dernières années montre que l'URSS ne pourra pas rattraper seule ce retard. Si l'URSS veut ouvrir à ses produits de larges débouchés en Occident, elle doit améliorer la qualité de ses produits afin qu'ils soient compétitifs. La Suisse serait

- 38 -

d'accord de collaborer à cette condition.

Quelles sont les répercussions intérieures des buts poursuivis par l'URSS au-dehors? Certains voient un danger dans cette ouverture vers l'Occident pour la cohésion du parti communiste. D'autres seraient prêts à faire entrer "le poison occidental" afin d'obtenir de plus larges débouchés pour l'économie soviétique. Il y a donc lutte entre partisans et opposants à cette ouverture. Cette question va certainement provoquer beaucoup de remous dans les mois à venir.

Coopération culturelle: les Soviétiques n'en veulent pas et il est probable que rien ne se fera dans ce domaine. Ce qui se fait déjà leur suffit: les Soviétiques circulent librement en Suisse, mais de notre côté, la réciproque n'est pas vraie.

Date du début de la conférence préparatoire: on parle du 22 novembre 1972, afin de laisser passer les élections présidentielles américaines; cependant, tout de suite après, ont lieu les élections en Allemagne; il n'est pas possible de commencer juste avant Noël; donc, vraisemblablement, la conférence préparatoire débutera en 1973.

Projet suisse: notre projet a été accueilli aimablement par l'URSS, toutefois sans qu'elle se prononce. L'URSS demande si la discussion de ce projet aura lieu lors de la conférence préparatoire. J'ai répondu que non. Vu les dispositions actuelles des Soviétiques, il faut continuer les approches. Je suis plus sceptique en ce qui concerne la solidarité entre pays occidentaux, car chacun voudra organiser sa défense sur le plan bilatéral. Pour des raisons tactiques uniquement, je pense qu'il ne faudrait pas se limiter au projet de M. l'Ambassadeur Bindschedler, si bon soit-il, mais prévoir d'autres variantes.



- 39 -

Botschafter Hans Keller.

Ich möchte eine etwas optimistischere Note anschlagen als Herr de Stoutz. Die Schweiz ist in Jugoslawien sehr erfolgreich aufgetreten und es ist sicherlich der Mühe wert, darauf hinzuweisen. Der Warenaustausch belief sich letztes Jahr auf 400 Millionen Franken, wovon 300 Millionen auf einen Exportüberschuss zugunsten der Schweiz entfallen. Noch interessanter ist die Struktur dieses Handels: man stellt fest, dass uns die Jugoslawen sozusagen alles abkaufen.

Von grosser Bedeutung ist ferner eine ziemlich weitgehende Freiheit hinsichtlich des Austausches von Menschen und Ideen; so hat Jugoslawien beispielsweise den Visumszwang abgeschafft. Unsere Industrie hat mit dem Abschluss von Lizenzverträgen Pionierarbeit geleistet. Zur Zeit arbeiten über 40'000 Jugoslawen in der Schweiz. In der Presse meines Residenzlandes war seit Jahren kein unfreundlicher Artikel über die Schweiz erschienen. Persönlich habe ich in Jugoslawien auch immer offene Türen vorgefunden. Ich meine, dass die Schweiz gut habilitiert wäre, einen Beitrag zur Auflockerung in Europa zu leisten.

M. l'Ambassadeur Frochoux

Je voudrais tout d'abord exprimer mes félicitations et mes remerciements pour les excellents discours que nous avons entendus ce matin.

La Pologne est très sensible aux questions territoriales issues de la guerre. Les préoccupations de ce pays sont apparues notamment lors de la ratification du traité avec l'Allemagne. La Pologne cherche la sécurité dans ses frontières actuelles, car elle craint un retour de pan-germanisme. Bien que 25 ans se soient écoulés depuis la guerre, bien que sa population et son territoire soient définis, la Pologne craint encore les infil-

- 40 -

trations allemandes. Elle cherche à obtenir une garantie de ses frontières et un contrôle sur les activités allemandes. Ceci est une des raisons qui explique pourquoi la Pologne est toujours à la pointe des projets de sécurité.

M. le Secrétaire général Thalmann nous a dit dans son exposé que l'armée suisse n'était pas négociable. Cependant, la Suisse s'efforcera de suivre les négociations MBFR et je me demande si notre pays aurait des chances d'être admis en qualité d'observateur. Autre question: à quel moment est-il prévu de remettre le texte de notre SRPD aux pays de l'Est?

M. l'Ambassadeur Humbert

Quelques observations personnelles faites à Genève illustrent les effets bénéfiques du climat de détente Est-Ouest actuel. Au sein de la Commission pour l'Europe, les travaux, autrefois bloqués par la question de l'admission de la République démocratique allemande, ne le sont plus. La Commission du désarmement n'est pas arrivée à un accord concernant les armes chimiques, mais il n'est pas exclu que les Etats-Unis proposent un projet concernant ces armes. L'URSS sera tôt ou tard obligée de modifier son attitude afin de permettre à la Chine de participer aux travaux. Il existe un désir évident de la part des pays socialistes de multiplier les contacts avec leurs collègues occidentaux (Autriche, Suisse); par ailleurs, les commentaires concernant le voyage de M. Thalmann dans les pays de l'Est ont été très positifs. On attache une grande importance à la présence de la Suisse à la conférence de sécurité et l'on attend de la Suisse des propositions positives. Enfin, on estime que notre arrangement avec la DDR est survenu à un moment très favorable.

Volet économique de la CSCE: le secrétariat de la Commission économique fait tous ses efforts pour que la Commission se voie confier le mandat d'exécuter les résolutions de la CSCE.



- 41 -

Serait-il possible que Genève devienne une capitale mondiale du désarmement? Il y a 100 ans, le conflit de l'Alabama a été arbitré à Genève; la Société des Nations a fait plusieurs tentatives de désarmement, la conférence sur le droit humanitaire et la conférence diplomatique convoquées par la Suisse aura sans doute lieu à Genève. Les juges de la Cour internationale de justice à La Haye ont menacé de venir à Genève si les conditions offertes n'étaient pas meilleures. Les USA et l'URSS ont dernièrement annoncé leur intention de poursuivre les négociations SALT à Genève et la Suisse, malgré les difficultés d'infrastructure, sera en mesure d'offrir son hospitalité aux deux gouvernements. Les raisons de la décision des Etats-Unis et de l'Union Soviétique sont d'ordre pratique: désagrément de l'alternance Vienne-Helsinki, difficultés d'assurer la sécurité. Conclusion: Serait-il judicieux de proposer, en temps opportun, Genève comme siège de l'organe permanent créé par la conférence de sécurité?

#### M. le Conseiller fédéral Graber

Un organe permanent européen appartient encore au domaine de la prospective et, d'autre part, la capacité d'accueil de Genève n'est pas illimitée.

#### Botschafter Felix Schnyder

Welches war und ist die Haltung der amerikanischen Verwaltung zur Frage der Europäischen Sicherheitskonferenz? In der Vergangenheit war ihre Stellungnahme ausgesprochen negativ, abgeschwächt höchstens durch Rücksichten auf die Weltöffentlichkeit. Die Gründe solchen Verhaltens ergeben sich vor allem aus Verständnis und Wertung des Konferenzprojektes als einer Aktion im Rahmen des machtpolitischen Systems der Sowjetunion, die eine Festigung und rechtliche Fixierung des Status quo zu erreichen, den westlichen Zusammenhalt in Westeuropa, speziell in der NATO, zu schwächen und die US-Präsenz in Europa anzufechten bezweckte.

- 42 -

Im Laufe der Entwicklung des Konferenzgedankens erfuhr auch die amerikanische Stellungnahme eine Aenderung, Metamorphose. Man ist heute nicht mehr so skeptisch eingestellt; drei Gründe sind dafür hauptsächlich verantwortlich:

1. Die Befürchtung, die Sicherheitskonferenz könnte eine falsche Euphorie der Sicherheit schaffen, die den westlichen Zusammenhalt zu erschüttern vermöchte, wurde gemildert durch die Erkenntnis, dass die Bereitschaft, in der NATO mehr zu leisten, durch den Gedanken der Konferenz nicht geschwächt und der europäisch-amerikanische Zusammenhalt nicht so sehr beeinträchtigt wurde. Immerhin besteht noch immer die Möglichkeit eines falschen Optimismus. Die Sorge in dieser Richtung ist heute mehr inneramerikanisch begründet (etwa durch Fullbrights Vorstösse für eine Truppenreduzierung in Europa), doch glaubt die Verwaltung, diese Anfechtung besiegen zu können.
2. Die Aussicht auf die Sicherheitskonferenz hatte schon als Vorwirkung gute Erfolge gezeitigt. So sah man, dass sich im Zeichen einer kommenden Konferenz die Ostpolitik der Bundesrepublik konkretisieren konnte und die SALT-Gespräche beendet wurden. Das liess auch die Hoffnung stark werden, eine MBFR-Regelung werde im Rahmen der Konferenz gefunden.
3. Die Erkenntnis, dass die Sowjetunion die Europäische Sicherheitskonferenz nicht hemmungslos zu eigenen Manövern ausnützen könne. Die Amerikaner sehen die sowjetische Regierung in unlösbarem Dilemma stehen: zwischen der Notwendigkeit einer wegen des technologischen Rückstandes bedingten Oeffnung nach Westen und der Gefahr, dass diese Oeffnung eine unliebsame Lockerung im eigenen Land und im Ostblock herbeiführen könnte, der nur sehr schwer beizukommen wäre. Deshalb lasse sich auch die Tendenz feststellen, innenpolitisch die Schraube eher anzuziehen.



- 43 -

Die Sowjetrussen sind wohl auch kaum begeistert vom Vorschlag einer grösseren Freizügigkeit und Oeffnung, dem auch wir unsere Fürsprache geben.

Unter Berücksichtigung dieser drei Punkte hat sich die amerikanische Haltung geändert. Washington zeigt heute positives Interesse für die Konferenz wie auch für das schweizerische Projekt Bindschedler. Es gibt daneben aber auch skeptische Stimmen.

Wie wird sich, abschliessend gefragt, die Europäische Sicherheitskonferenz auf unsere neutralitätspolitische Stellung in der Welt auswirken? Während am Ende des Zweiten Weltkrieges ein peinlicher Tiefpunkt in ihrer Wertschätzung zu verzeichnen war, wird heute die Neutralität anders bewertet. Auch die Sicherheitskonferenz könnte in dieser Hinsicht eine sehr wertvolle Entwicklung mit sich bringen. Sie könnte für uns ein Forum sein, um in der Richtung, in der wir uns nun glücklich bewegten, ein paar Schritte weiterzugehen.

#### M. l'Ambassadeur Monfrini

Après les exposés très intéressants que nous avons eu l'occasion d'entendre ce matin et cet après-midi, en particulier sur les positions de Moscou et de Washington, je voudrais vous faire connaître l'attitude de Bruxelles, siège de l'OTAN et de la CEE.

1. Négociations MBFR: la Belgique a adopté une position en flèche: si une conférence de sécurité doit avoir lieu, celle-ci aura des répercussions directes sur les régions susceptibles de souffrir d'une sécurité insuffisante. La conférence doit comprendre un volet MBFR. Jusqu'à ce jour, la Belgique n'a pas eu satisfaction sur ce point. La Belgique avait accepté le mandat des 14 Etats de l'OTAN et avait mis à disposition son appareil diplomatique. Elle a été déçue du rejet des propositions faites par ces 14 Etats sur les entretiens préparatoires.

- 44 -

2. La Belgique est d'avis que les USA ont fait des concessions excessives concernant le lien qui devrait exister entre la conférence de sécurité et les négociations MBFR.

3. Les négociations MBFR seront dissociées de la conférence de sécurité, mais devront avoir lieu en même temps. Les Soviétiques sont hostiles à ce principe, d'autres pays sont indifférents, d'autres encore, tels que la Belgique, veulent lier les deux conférences. La Belgique a déclaré qu'elle saisira toute occasion de renouveler sa proposition. Le démenti américain concernant leur acceptation de la date du 22 novembre 1972 a été interprété par la Belgique comme un durcissement de la position américaine et donc un sujet de satisfaction. Il semble qu'actuellement les USA n'envisagent pas d'entrer en matière, si l'URSS ne fournit pas un minimum de preuves sur sa volonté de réduire les forces. La Belgique a l'intention de tirer profit des circonstances actuelles au cours des prochaines semaines.

Au cours des entretiens que M. Gromyko a eus à Bruxelles, il a insisté pour que la conférence de sécurité ait lieu à Helsinki. La Belgique est réticente sur ce point. Ses motifs sont clairs: la position géographique de la Finlande n'est pas idéale pour y tenir une conférence de sécurité. La Belgique souhaite que la conférence ait lieu dans une ville plus facilement accessible, avec de meilleures conditions de logement. La Belgique accepterait avec plaisir le choix d'une ville en Suisse.

La Belgique rejette l'idée d'organiser plusieurs autres conférences, elle est opposée à l'institutionnalisation de la conférence, afin d'éviter des répercussions sur la CEE. Contrairement à l'attitude soviétique, la Belgique n'est pas favorable à l'établissement d'un organisme permanent, car elle craint que cet organisme s'intéresse de trop près aux affaires de l'Europe. Ceci constituerait un obstacle à la formation de la volonté commune de la CEE. Si un tel organisme doit être créé, il faut



- 45 -

qu'il le soit le plus tard possible.

Réaction de la Belgique au projet suisse: notre projet a reçu un accueil courtois et intéressé. La Belgique ne dissimule pas son scepticisme sur l'acceptation de notre projet, surtout à cause de son caractère obligatoire. Cependant, nous pouvons compter sur un appui de principe de la part de la Belgique et sur son intérêt pour toute proposition suisse qui témoigne activement de notre volonté de participer à la conférence.

#### Botschafter Hunziker

Norwegen ist ein NATO-Mitglied, das gemeinsame Grenzen mit der Sowjetunion hat. Schon deshalb ist diesem Staat an einer "détente" gelegen. Angesichts der gewichtigen Aufrüstung im Raume des Nordkaps, wo die Sowjetrussen in Murmansk den grössten Flottenstützpunkt unterhalten, ist Norwegen gegenüber den Friedensbegehrungen seines östlichen Nachbarn sehr skeptisch eingestellt. Demzufolge begrüsst es den Plan Bindschedler. Die Reaktionen darauf fielen sehr positiv aus, was bezüglich der Pläne für Truppenreduktionen nicht gesagt werden kann.

Ich möchte noch zwei Fragen stellen: Im Anschluss an die Reise von Herrn Botschafter Thalman war in der Presse zu lesen, dass die schweizerische Initiative überall auf Interesse gestossen sei. Nachdem nun Kollege de Stoutz von der eher ablehnenden Haltung der Sowjetunion gesprochen hat, wäre es interessant zu wissen, was an diesen Meldungen wahr ist und was nicht.

Die zweite Frage richtet sich an Herrn Bindschedler: Island hat das 1961 mit Grossbritannien und der Bundesrepublik abgeschlossene Fischereiabkommen gekündigt und im hängigen Prozess in Den Haag die Zuständigkeit des Internationalen Gerichtshofes bestritten. Angenommen, die Parteien hätten sich einem Verfahren bezüglich nichtjustitiabler Konflikte unterzogen, was wäre angesichts derartiger Reaktionen vorzukehren?

- 46 -

M. l'Ambassadeur Dupont

Les contacts bilatéraux suscités par la CSCE ont été très positifs. Par ailleurs, la politique extérieure française repose toujours sur la formule "détente, entente, coopération" défendue par de Gaulle. Paris craint la collision USA-URSS, les conséquences du tête-à-tête Nixon-Brejnev. Paris redoute tout autant un tête-à-tête URSS-Europe occidentale, d'où son désir de voir se maintenir la présence militaire USA sur notre continent. La détente exige une certaine libéralisation des relations Est - Ouest: il faut toutefois se garder d'illusions à cet égard et surtout éviter de braquer les pays de l'Est.

Paris estime que la phase préparatoire de la CSCE doit mettre l'accent sur un ordre du jour détaillé. Notre projet SRPD, ainsi que notre attitude générale envers la CSCE sont bien accueillis. On souhaiterait même que nous prenions des initiatives dans le domaine économique.

Botschafter Bossi

Der gegenwärtig drastisch verschärfte Druck in der Tschechoslowakei (Prozesse, intellektuelle Knebelung, etc.), der das leidgeprüfte tschechische Volk kaum so stark bewegt wie die westliche Welt, hängt zum Teil mit dem Umstand zusammen, dass die CSSR aus sowjetischer Sicht als das schwächste Glied in der Kette der Satellitenstaaten erscheint. Eine andere Interpretation besagt, der Druck werde wegen der kommenden Sicherheitskonferenz ausgeübt. Das Volk sei im grossen ganzen pro-westlich eingestellt und man wolle ihm so allzu grosse Illusionen nehmen. Der Westen hat die moralische und historische Pflicht bei der Verteidigung seiner Ideale, namentlich in der Frage des freien Austausches von Personen und Ideen, hartnäckig zu bleiben. Die Tschechen hatten schon zweimal das Gefühl, vom Westen im Stich gelassen worden zu sein. Er bleibt für die Grosszahl der Bevölkerung Vorbild und grosser

./.



- 47 -

Traum, von ihm erwartet man Hilfe und Unterstützung.

Der Besuch Botschafter Thalmanns in Prag fand ein günstiges Echo und das Projekt Bindschedler wurde als positiver Vorschlag bezeichnet, der einer eingehenden Prüfung würdig sei. Im Lande selbst geniesst die Schweiz grosses Prestige. Die Sicherheitskonferenz ist für unser Land eine grosse Gelegenheit, mit Mut und Zähigkeit unsere positive Einstellung zur Entspannung zu beweisen, wozu das Projekt der friedlichen Streiterledigung eine ausgezeichnete Grundlage bietet. Die Stimme der Schweiz wird besonders aufmerksam und hoffnungsvoll gehört werden, selbst wenn unser Projekt auf der Konferenz nicht durchginge oder nur in verwässerter Form realisiert würde.

#### M. l'Ambassadeur Caillat

Règlement des différends internationaux: l'idée que la Suisse fasse des propositions à cet égard a été mal accueillie à La Haye, qui était d'avis que les problèmes de sécurité devaient être discutés seulement en liaison avec les négociations MBFR. Lorsque M. Gromyko s'est rendu à La Haye, il ne s'est pas prononcé sur la proposition de lier la conférence européenne de sécurité et le règlement pacifique des différends internationaux. M. Gromyko met tout le poids sur la création d'un organisme permanent, qui devrait être établi le plus vite possible. Il prévoit une série de conférences afin de mettre en place cet organisme, qui sera chargé de préparer les conférences suivantes. Ce projet rencontre la méfiance de La Haye, car les USA seront évincés du système de sécurité. En général, la création de cet organisme est assez mal accueillie dans les pays occidentaux.

#### Botschafter Fischli

Es scheint mir angezeigt, dass die wichtigsten schweizerischen Vorschläge, insbesondere derjenige von Herrn Bindschedler,

./.

- 48 -

zu gegebener Zeit auch den aussereuropäischen Regierungen zur Kenntnis gebracht werden sollten.

Bei dieser Gelegenheit wäre es auch möglich, mündlich darauf hinzuweisen, dass die Schweiz nicht beabsichtige, ihre überseeischen Interessen durch vermehrtes Engagement in Europa zu vernachlässigen.

Ich möchte deshalb die Frage stellen, wann Ihrer Auffassung nach der gegebene Zeitpunkt für die vorgeschlagene Information gekommen sein wird.

#### Botschafter Fässler

Seit dem Besuch des Departementchefs in Stockholm im Juni hat sich in der Frage der Europäischen Sicherheitskonferenz nichts grundsätzlich Neues mehr ereignet. Die Annahme, Schweden als neutrales Land beschäftige ähnliche Probleme wie die Schweiz, stimme nur bedingt, habe es doch eine andere geographische Lage und historische Vergangenheit. Das Land empfand sich immer als Bindeglied zwischen Ost und West; es möchte deshalb, wenn immer möglich, die Konferenz zum Erfolg führen. Zwar erklärt man in Stockholm, auf der Konferenz keine Initiativen ergreifen zu wollen, doch erscheint das Gegenteil, wenn sich dazu eine günstige Gelegenheit ergibt, eher wahrscheinlich. Eine gute Aufnahme fand das schweizerische Projekt einer friedlichen Streiterledigung.

In der MBFR-Frage teilt Schweden unsere Haltung. Die heutige Regierung ist bereit, das Land zu verteidigen und die dafür nötige Ausrüstung zu beschaffen. Wegen der steigenden Kosten der Rüstungsausgaben hätte man an Abrüstungsgesprächen ein grosses Interesse. Stockholm wäre einverstanden, die MBFR-Frage auf die Agenda der Sicherheitskonferenz zu setzen, die dann aber sofort ausgeklammert und einem Sonderorgan zugewiesen werden sollte. Dieses würde wohl am besten in Genf tagen, wo bereits die Experten der Abrüstung versammelt sind.

./.



- 49 -

Botschafter Jaeggi

Dänemark vertritt wohl in NATO-Kreisen die positivste Haltung gegenüber dem Plan einer Sicherheitskonferenz. Es ist auch bemüht, sich mit der UdSSR gut zu stellen, zumal es an einer der exponiertesten Stellen des westlichen Verteidigungsdispositives liegt.

Von einem erfolgreichen Ausgang der Konferenz erhofft man sich in meinem Residenzland eine Stabilisierung der politischen Lage in Europa. In diesem Zusammenhang stösst der schweizerische Vorschlag zur friedlichen Streiterledigung auf ein gewaltiges Interesse; die dänische Unterstützung ist ihm gewiss.

Trotz skandinavischer Solidarität ist man in Kopenhagen bezüglich der Eignung Helsinkis als Tagungsort skeptisch, die schlechten Erfahrungen mit der UNESCO-Konferenz daselbst sind in frischer Erinnerung. Andererseits räumt man auch allfälligen Bewerbungen Oesterreichs nicht allzu grosse Chancen ein; begrüsst wird dagegen die Disponibilität der Schweiz, wobei dänischerseits vor allem an Lausanne gedacht wird.

M. l'Ambassadeur Heimo

En prenant la parole, je voudrais confirmer la déclaration de M. l'Ambassadeur Probst concernant la difficulté des pays occidentaux de mettre en place une méthode pour les échanges commerciaux avec les pays de l'Est. La plupart des pays sont favorables à un progrès dans ce domaine, cependant les résultats des discussions restent modestes, parce que les conditions politiques du moment sont peu favorables. Il y a aussi les obstacles économiques ou techniques, résultant de la centralisation de l'économie dans les pays socialistes (cf. MM. les Ambassadeurs Probst, de Stoutz, Weitnauer) et de la mauvaise qualité des produits.

./.

- 50 -

Il n'a pas encore été discuté d'un système pour la conclusion de transactions entre entreprises privées occidentales et semi-étatiques des pays de l'Est. Cependant, ces transactions seront limitées à cause des compensations inévitablement exigées de la part des pays socialistes. Il faudrait trouver une réglementation financière acceptable, soit des transferts de capitaux, soit l'introduction d'une convertibilité limitée pour les monnaies des pays de l'Est. La conférence de sécurité sera peut-être l'occasion d'une percée en vue d'un système de règlement multilatéral des paiements.

#### Botschafter Feller

NATO- und EWG-Gremien bemühen sich um eine einheitliche politische Haltung zur Frage der Europäischen Sicherheitskonferenz. In diesen Kreisen nennt man hauptsächlich fünf Hauptgründe für das östliche Interesse am Konferenzgedanken:

1. Der Wunsch nach vertraglicher Absicherung des europäischen Status quo und damit der Fixierung der Oberhoheit über die osteuropäischen Satelliten.
2. In einer Atmosphäre der Entspannung soll die öffentliche Meinung Westeuropas Druck für eine Reduzierung der Militärausgaben ausüben.
3. Ein Spannungsabbau an der Westgrenze soll die Manövrierfähigkeit an anderen Fronten (China) erleichtern.
4. Der erstrebte Ausbau der Wirtschaftsbeziehungen zu Westeuropa sollte die EWG hintertreiben.
5. Die Forderung nach einer Auflösung der beiden Militärblöcke.



- 51 -

Gespräche mit russischen Kollegen hätten im ganzen diese fünf Punkte bestätigt. Bei Diskussionen im Schosse der NATO- und EWG-Ausschüsse sei immer wieder darauf hingewiesen worden, dass das Endziel jeder kommunistischen Politik die Weltrevolution sei, was immer wieder berücksichtigt werden müsse, wolle man nicht kommunistischer Friedenspropaganda und -offensive zum Opfer fallen. Leider aber verschlössen noch viele Leute im Westen davor beide Augen. Moskau vermöge zwar seine Taktik zu ändern, vom eigentlichen Endziel jedoch sei es bisher nicht abgewichen. Es spreche heute von friedlicher Koexistenz der Gesellschaftssysteme, lehne sie aber auf ideologischem Gebiet entschieden ab. So erscheint denn auch die Europäische Sicherheitskonferenz nur als Etappe im Prozess versuchter Integrierung Westeuropas in das kommunistische System. Deshalb begegne man ihr auch in den NATO-Ländern mit Skepsis. Von seiner demokratischen Struktur her trete der Westen mit einem doppelten Handikap an: erstens beständen divergierende Ansichten zwischen den einzelnen Ländern und zweitens ermögliche die freie öffentliche Meinung den Kommunisten, offen für die Thesen der Gegenseite zu werben. Die Konferenz werde zu einer echten Bewährungsprobe für den Westen. In diesem Sinne wollten EWG- und NATO-Länder nach Helsinki gehen, dabei aber jede nur nötige Vorsicht walten lassen.

#### Botschafter Aman

Es hat mich interessiert zu vernehmen, dass der Vorschlag Bindschedler in Prag eine eher positive Aufnahme gefunden habe. Ich habe anderes vernommen.

Budapest hat zwar eine sorgfältige Prüfung der schweizerischen Initiative zugesagt, gleichzeitig aber vor Illusionen gewarnt. Infolge seines Obligatorium-Prinzipes wird er in Osteuropa (wie sicherlich auch in einigen NATO-Staaten) wahrscheinlich abgelehnt werden. Ein weiterer Grund hiezu liegt in der östlichen Skepsis,

./.

- 52 -

dass sich ein westlicher Schiedsrichter, der diesen Namen auch verdiene, überhaupt werde finden lassen. Nach marxistisch-leninistischer Auffassung ist eben ein Richter, der "objektiv und sachlich" urteilt, eben gerade nicht mehr objektiv, sondern ein Vertreter imperialistischer oder kleinbürgerlicher Interessen.

Was die Sicherheitskonferenz im allgemeinen betrifft, so ist aus Ungarn nicht viel Interessantes zu berichten. Selbstverständlich wird das Prinzip des Gewaltverzichts unterstützt, eine völkerrechtliche Sanktionierung von Territorien hingegen stösst auf geringes Interesse, hat doch Ungarn im 2. Weltkrieg Gebiete verloren.

Gegenüber einer Idee einer freien Zirkulation von Personen, Ideen und Information verhält sich Ungarn reserviert. Derartige Austausche werden als Giftimplantation qualifiziert. Von einer Liberalisierung auf diesem Gebiet wird also nichts zu erhoffen sein.

Hingegen ist Budapest an der ökonomischen Zusammenarbeit mit dem Westen interessiert. Es bedarf westlicher Hilfe, wenn es sein erfolgreiches Wirtschaftsexperiment weiter vorantreiben will. Aber auch hier wird es sich nur um ein Nehmen handeln.

Bezüglich MBFR hat Herr de Stoutz das Notwendige bereits gesagt.

M. l'Ambassadeur de Rham

J'avoue avoir éprouvé une certaine allergie pour cette conférence de sécurité, car je connais les buts poursuivis par l'Union Soviétique et je suis étonné de leur confusion de pensée et du manque de leur imagination politique. Les choses ont changé. La nécessité de participer à cette conférence est évidente et il est bon de constater que les pays occidentaux et la Suisse ont

./.



- 53 -

adopté une attitude courageuse et réaliste. M. l'Ambassadeur Campiche a souligné quelques dangers que comporte la conférence. La diplomatie soviétique a réussi à imposer son projet malgré la répugnance des pays occidentaux. Vous-même, M. le Conseiller fédéral, dans votre analyse des buts poursuivis par l'Union Soviétique, avez cité sa volonté d'établir sa puissance partout où cela était possible et, si nécessaire, en se servant de la conférence de sécurité. Cependant, un succès est peu probable, les pays occidentaux sont conscients du danger. Le poids de l'URSS se fait sentir par divers moyens: espionnage, infiltration, corruption, pénétration dans tous les milieux. L'Italie, malgré sa vitalité et son bon sens, n'est pas immunisée contre ce danger; cependant, il ne sera pas facile de faire changer d'attitude à l'Italie. Il y a peut-être un certain danger à croire au fatalisme historique d'une paix soviétique en Europe. Ceci n'est pas une nécessité. Si l'Europe a abandonné la défense de ses valeurs, la conférence sera peut-être une occasion de sauvegarder les véritables valeurs de notre civilisation. Les USA vont affronter la conférence avec tout leur poids. Espérons que les pays occidentaux auront également la même volonté de sauvegarder notre civilisation et nos libertés. Il est heureux que la Suisse ait pris une initiative dans le domaine du droit. Le projet de M. l'Ambassadeur Bindschedler a rencontré la sympathie des Etats. Même si le succès de cette initiative est improbable auprès des Grands, la Suisse a intérêt, en raison de sa neutralité, à présenter cette initiative qui sera plus facilement acceptée qu'un projet provenant d'autres pays dont l'indépendance peut paraître plus suspecte. Les pays occidentaux sont moins habilités aujourd'hui à prêcher la liberté de la personne (problèmes de la drogue, contestation). J'espère que la Suisse saura défendre la liberté en proposant des solutions concrètes. Il faut prouver aux Soviétiques le mal qu'ils se font à eux-mêmes (par exemple dans la recherche scientifique), car seuls les échanges libres peuvent faire avancer la science et l'industrie.

./.

- 54 -

La position de l'Italie est assez proche de la nôtre. Elle étudie la sécurité dans la Méditerranée avec plus d'attention, car elle est plus exposée que d'autres pays européens par sa position géographique.

La Suisse s'engage dans des expériences nouvelles. Nos négociations avec le Marché Commun se sont bien déroulées et j'espère que cette nouvelle étape sera préparée avec le même sérieux. Ce que j'ai entendu ce matin me montre que nos diplomates se préparent avec tout le soin que l'on peut attendre. Quoi qu'il arrive, nous saurons sauvegarder nos institutions, notre neutralité, notre liberté, tout en participant à la coopération en Europe pour un rapprochement entre les deux blocs.

#### Botschafter Weitnauer

Anlässlich des Besuches von Herrn Bundesrat Graber in London liess Sir Alec die folgende Bemerkung fallen: "Wenn Sie in bezug auf die Sicherheitskonferenz wenig Illusionen hegen, dann hegen wir noch weniger". Daran hat sich bis heute, im Gegensatz zur Situation in den USA, nichts geändert. Die letzten kalten Krieger sitzen in London. Die gegenwärtige Regierung (wie diejenigen vor zwanzig Jahren) kann sich nicht vorstellen, dass von den Russen etwas Gutes zu erwarten wäre. Mit andern Worten: das Kabinett Heath hält die Sicherheitskonferenz für unnötig; Grossbritannien wird nur eben daran teilnehmen, weil alle übrigen mitmachen. Auf diesem Hintergrund wird der Plan Bindschedler gewertet. Zwar wird die Initiative als Symbol einer aktiveren Aussenpolitik begrüsst, indessen ist London davon überzeugt, dass derartige Vorstösse durch die Russen abgelehnt werden. Dennoch ist beschlossen worden, eine Expertendelegation nach Bern zu entsenden. Der Beschluss ist zu begrüssen; denn wer London für Pläne von der Art des schweizerischen gewinnen will, muss dessen Russland-Spezialisten überzeugen können. Sie werden in der erwähnten Delegation vertreten sein.

./.



- 55 -

Ich hoffe sehr, dass sich, nicht zuletzt auf Grund derartiger Gespräche, die Haltung Grossbritanniens auflockern werde, und ich möchte nochmals auf meine Anregung zurückkommen, wonach sich die Schweiz nicht bloss auf einen einzigen Vorschlag, so gewichtig er auch ist, beschränken sollte.

M. le Conseiller fédéral Graber

Il est évident que la Grande-Bretagne n'avait pas encore étudié notre projet à fond et leur scepticisme voulait démontrer que l'URSS, en fait, ne désire pas s'associer à la détente en Europe.

Botschafter Bindschedler

Bezüglich der Frage nach einer schriftlichen Ueberreichung unseres Vorschlages an weitere Regierungen möchte ich kurz die heutige Situation erläutern.

Der Vorschlag ist in der Form, wie Sie ihn erhalten haben, bereits einer ganzen Reihe von Staaten übermittelt worden. Die Auswahl richtete sich nach der Intensität des bekundeten Interesses. Wo zum vorneherein mit Ablehnung gerechnet werden musste, wurde auf eine Zustellung verzichtet. Damit soll vermieden werden, dass nicht bereits in der Vorbereitungsphase eine multilaterale Diskussion ausgelöst wird, an der wir aus den bereits genannten Gründen nicht interessiert sein können.

Allerdings ist vorgesehen, den in Helsinki versammelten Regierungsvertretern ein Papier zu überreichen, welches die wesentlichen Punkte des schweizerischen Vorschlages enthalten wird.

Zur Frage von Herrn Hunziker:

Die beiden Kläger vertreten die Auffassung, dass der isländische Fischereikonflikt als justitiabler Fall qualifiziert werden muss.

./.

- 56 -

Die Isländer lehnen demgegenüber die Einlassung ab. Nun verhält es sich aber so, dass die Frage, ob ein Konflikt justitiabler oder nichtjustitiabler Natur sei, eine Rechtsfrage ist, nämlich eine Frage der Zuständigkeit. Und als solche muss sie dem Internationalen Gerichtshof unterbreitet werden. Er ist von Amts wegen verpflichtet, die Zuständigkeit vorfrageweise zu prüfen und beziehendenfalls ein materielles Urteil zu fällen. Es ist dann Island anheimgestellt, dieses Urteil zu befolgen. Gleichermassen verhält es sich im sogenannten Korfu-Fall. Mit dem Urteil sind dann zwar derartige Konflikte entschieden, damit aber noch nicht gelöst.

Zur Frage nach einer schweizerischen Beteiligung an den MBFR-Gesprächen:

Militärpolitische und strategische Probleme treffen die Neutralität in ihrem Kern. Das bedeutet an sich noch nicht, dass sich die Schweiz von Abrüstungsdiskussionen fernhalten müsste, wir haben uns beispielsweise auch zum Atomsperrvertrag geäußert. Das MBFR-Problem ist nun aber nichts anderes als ein Ausschnitt des strategischen Gleichgewichtes. Hier wird an Dinge gerührt, zu denen sich ein ständig neutraler Staat prinzipiell nicht zu äussern hat. Andererseits ist unser Interesse, an solchen Diskussionen teilnehmen zu können, unverkennbar. Sie stellen wichtige Informationsquellen dar, insbesondere auch auf dem uns berühmten Gebiet der "confidence building measures". Es ist denkbar, dass gerade Neutrale in diesem Zusammenhang eingeladen würden, ihre Dienste zur Verfügung zu stellen. Gegen eine schweizerische Beteiligung ist aus diesen Gründen insofern nichts einzuwenden, als sie sich in Formen der gebotenen Vorsicht und Zurückhaltung vollzieht. Sie wäre zudem weniger problematisch, wenn die MBFR-Verhandlungen unter dem grossen Dach der Sicherheitskonferenz stattfinden würden. Niemand vermöchte dann den Vorwurf zu erheben, die Schweiz beteilige sich an ausschliesslich militärischen Diskussionen. Leider scheinen sich die Dinge in einer anderen Richtung zu bewegen, so wie sich die Sache heute verhält, werden wir wahrscheinlich des Entscheides

./.



- 57 -

über eine schweizerische Beteiligung enthoben sein, sollen doch die MBFR-Probleme nur unter den beiden Grossmächten, sowie unter denjenigen Staaten, die fremde Truppen auf ihrem Territorium stationiert haben, behandelt werden.

M. le Conseiller fédéral Graber

remercie les participants au débat et constate avec satisfaction qu'il a relevé une large concordance de vues entre la Centrale et les postes.

Botschafter Troendle

Gestatten Sie mir noch einige Worte zum Nachwuchsproblem des Departementes. Es besteht darin, dass sich zu wenig Kandidaten für den diplomatischen Dienst anmelden. Die Qualität lässt auch zu wünschen übrig. Verglichen mit den Anmeldeverhältnissen in den USA müssten wir, um 20 Leute pro Jahr einzustellen, mit jährlich ca. 1000 Anmeldungen rechnen können.

Anfänglich, d.h. seit der Einführung von Eintrittsprüfungen im Jahre 1955, war das Interesse bedeutend grösser. Betrugen die Anmeldungen zuerst ungefähr 30 pro Jahr, so sanken sie in der Zeit von 1960-1967 auf 14, um ab 1968 wieder auf 17 bis 24 zu steigen. Wir sind also genötigt, mit stark unterdotierten Beständen arbeiten zu müssen, der Bedarf des Departementes läge bei einem Minimum von durchschnittlich 20 Neueinstellungen, um den bestehenden Apparat in Betrieb halten zu können. So haben wir seit 1960 keine Auswahlmöglichkeiten mehr.

Eine Antwort auf die Frage, warum sich nur noch so wenig junge Leute für den diplomatischen Beruf interessieren, dürfte in der Austrocknung des Arbeitsmarktes zu finden sein.

Die Chancen, bei den Examen durchzukommen, sind bei den Juristen am grössten, bei den Oekonomen am schlechtesten.

./.

Die Mythen, wonach ein Diplomat ein Privatvermögen besitzen und auch Offizier sein müsse, konnten abgebaut werden. Jedoch dürfte nach wie vor die Abneigung, nach den Universitätsstudien nochmals in ein Examen steigen zu müssen, eine Rolle spielen. Zwar ist das Schlussexamen aufgehoben und durch eine Schlussinspektion ersetzt worden, auf das Eintrittsexamen können wir jedoch nicht verzichten, eine Auffassung, die auch von den zuständigen Ausschüssen des Parlaments geteilt wird.

In letzter Zeit werden auch die Gefahren des Dienstes zur Verminderung der Anmeldungen beigetragen haben. Viele jungen Leute, die in der Regel auch eher heiraten als früher, hegen Bedenken, mit ihren Familien als Diplomaten im Ausland eingesetzt zu werden.

Es wurde versucht, durch aktivere Werbemassnahmen das Angebot zu beleben. Erfolge im erhofften Ausmass sind indessen nicht eingetreten. Zu prüfen wäre die Frage, ob nicht an den Universitäten für unsere Zwecke geeignete Vorlesungen eingeführt werden könnten.

Davon abgesehen, obliegt Ihnen, meine Herren Kollegen, eine wichtige Aufgabe. Sie sollten alle Möglichkeiten benutzen, um jungen Leuten in Ihren Kreisen vom diplomatischen Dienst zu berichten.

Ferner ist es äusserst wichtig, dass die Stagiaires während ihres Aufenthaltes an einem Aussenposten durch Sie gefördert, allseitig angegliedert (hiezuhört beispielsweise auch ein Dienst in der Kanzlei), täglich kontrolliert und vor allem auch ins gesellschaftliche Leben eingeführt werden. Gerade beim letzten Punkt haben unsere Stagiaires, die sich aus den verschiedensten sozialen Schichten rekrutieren, eine Hilfe ganz besonders nötig.



- 59 -

Und noch etwas möchte ich den Missionschefs, die Stagiaires zugeteilt erhalten, ans Herz legen: Zwar trachten wir es zu verhindern, dass schwache Jünger durchschlüpfen können; wir sind jedoch auf sorgfältige Qualifikationen Ihrerseits angewiesen. Wenn Sie den Eindruck haben, dass ein Kandidat sich für den diplomatischen Beruf nicht eignet, so sollten Sie auch den Mut aufbringen, dies klar zu sagen. In der Prüfungskommission wird immer noch vom Prinzip ausgegangen, dass man lieber relativ wenige als genügend schlechte aufnimmt - ein Prinzip, das ich persönlich voll und ganz teile.

M. le Conseiller fédéral Graber clôt la séance à 18.15 h.

./.

- 60 -

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1972

Séance plénière du vendredi 1er septembre 1972

La séance débute à 09.00 h. sous la présidence de M. l'Ambassadeur Thalmann.

QUESTIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALESBotschafter Thalmann

Ich begrüße die Herren Botschafter zur heutigen Sitzung. Herr Bundesrat Graber ist wegen einer Bundesratssitzung am Erscheinen verhindert. Besonders möchte ich den drei Herren Referenten dafür danken, dass sie sich die Mühe genommen haben, heute über aktuelle Wirtschafts- und Handelsfragen zu uns zu sprechen.

Botschafter Jolles

(Siehe separate Beilage.)

Botschafter Probst

(Siehe separate Beilage.)

Botschafter Weitnauer

(Siehe separate Beilage.)

M. l'Ambassadeur Wurth estime qu'il y a lieu d'être satisfait de l'accord négocié à Bruxelles. Les négociations ont permis aux partenaires de se connaître et le climat est favorable pour l'exécution de l'accord. Cette exécution ne sera cependant pas très facile en raison de la complexité des institutions communautaires. D'autre part, de nombreuses incertitudes politiques



- 61 -

planent sur l'évolution future des Communautés. En tout cas, la volonté existe à Bruxelles d'appliquer l'accord avec correction. Certaines tendances au protectionisme, par exemple dans le domaine de l'origine, devront être surveillées de très près. Au titre de la clause de développement, deux sujets pourront être évoqués assez rapidement: le droit des assurances et la navigation rhénane. D'autres domaines pourront être pris en considération. Cela dépendra de notre imagination et de notre opiniâtreté. Les faits imposeront une certaine coopération dans certains secteurs. Enfin, il est important que la centrale continue de collaborer avec ses représentants dans les capitales de la Communauté.

Botschafter Felix Schnyder

Aus der Perspektive von Washington soll von der Haltung die Rede sein, die wir gegenüber den amerikanischen Behörden eingenommen haben und weiterhin einnehmen werden. Botschafter Jolles wies vor einigen Monaten in Washington mit besonderem Nachdruck darauf hin, dass die Zusammenarbeit mit den Europäischen Gemeinschaften zwar einer vitalen Notwendigkeit entspreche, dass sie aber nicht zu Lasten unseres Verkehrs mit Amerika verwirklicht werden dürfe. Bis anhin hat sich wenig Gelegenheit geboten, dieses Vorhaben in die Praxis umzusetzen, doch sollen wir uns jetzt nach Abschluss des Freihandelsabkommens dieser Frage vermehrt zuwenden. Ich begrüße es, dass der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes im nächsten Jahr nach Amerika kommen will und bin der Ansicht, dass wir sehr wohl den Handelsverkehr mit den USA auf die gleiche liberale Grundlage wie jenen mit den Europäischen Gemeinschaften stellen könnten. Die Treaty Making Power setzt unseren Möglichkeiten einer weiteren Liberalisierung keine anderen Grenzen als die der Reziprozität. Auf diesem Grundsatz beruhend, sollten die Gespräche wieder aufgenommen werden.

- 62 -

Ich frage deshalb: Wie kann die Schweiz in ihrem Rahmen dazu beitragen, eine Wiederherstellung ausgewogener Handelsbeziehungen zu den USA zu fördern? Schweizerischerseits wird man dazu sicher alle Kräfte aufbieten, denn man sollte davon ausgehen, dass wir, je näher wir zu Europa kommen, die Türen auch nach den USA und dem Ostblock weiter offenhalten sollten.

M. l'Ambassadeur Caillat ne se fait pas d'illusions sur les pressions que la Suisse sera appelée à subir à l'avenir lorsqu'il lui sera demandé de se comporter en "bonne Européenne". En tout cas, ses résistances seront très bien comprises à La Haye. Les Hollandais ont une conception "atlantique" de l'Europe et ils admettent que la Suisse ait une conception mondiale de sa neutralité. Au moment où, préoccupés par les difficultés des relations entre les Etats-Unis et l'Europe, les Hollandais s'efforcent de sauvegarder et de renforcer ces liens, ils ne reprocheront certainement pas à la Suisse de ne pas limiter son horizon à l'Europe.

L'avenir du Marché commun suscite des commentaires pessimistes à La Haye. La prochaine conférence au sommet, si elle se réunit, devra aborder des questions sur lesquelles une entente n'est actuellement pas possible. Ainsi, les vues divergent sur les relations entre la Communauté et les Etats-Unis. Dans le domaine du renforcement des institutions communautaires, aucune entente n'est possible à propos du Parlement, de ses compétences, de son mode d'élection. Sur ce point, la conception hollandaise est d'ailleurs plus idéologique que pratique. Enfin, on ne voit guère de progrès possible sur la voie de l'union économique et monétaire. Tout au plus devra-t-on se contenter de discuter de la création d'un fonds monétaire européen.

#### Botschafter H. Keller

Jugoslawien ist nicht nur ein für uns immer interessanter werdender Handelspartner, sondern ermöglicht auch Ausblicke auf



- 63 -

andere osteuropäische Staaten. Zudem hat Jugoslawien mit der EWG einen Vertrag abgeschlossen. Botschafter Keller drückte der Handelsabteilung seine Dankbarkeit darüber aus, dass er über die Absichten und Vorgänge in Osteuropa auf handelspolitischem Gebiet durch die Handelsabteilung stets unterrichtet werde.

M. l'Ambassadeur Dominicé aimerait savoir quelle est la valeur relative des accords signés le 22 juillet par l'Autriche et la Suède. Sont-ils plus ou moins favorables à ces deux pays que l'accord signé par la Suisse? En outre, la création d'une grande zone de libre-échange de 300 millions de consommateurs exercera-t-elle une influence directe sur nos courants d'échanges? La proportion actuelle du commerce Suisse-CEE va-t-elle encore augmenter?

#### Botschafter de Keller

Gestatten Sie mir einige kurze Fragen: Zuerst möchte ich Herrn Botschafter Probst anfragen, wie sich die Tatsache auf unsere Aussenhandelsbeziehungen auswirken wird, dass die Sowjetunion über grössere Devisenbestände verfügt, ist sie doch nach Südafrika der zweitgrösste Goldproduzent mit unbekannt grossen Goldreserven.

Meine zweite Frage richte ich an Herrn Weitnauer: Der Umstand, dass Amerika 40 Mia. Dollars (die nach allgemeinen Berechnungen in 14 Jahren abgeschrieben sind) in Westeuropa investiert, lässt mich erstaunen, dass dies zu einer Beschränkung der amerikanischen Ausfuhr und zu einer weiteren Verschlechterung der amerikanischen Zahlungsbilanz führt. Fliessen nicht die Einkünfte dieser Investitionen nach den USA zurück zwecks Entlastung der Zahlungsbilanz? Und schliesslich: Alles drängt sich heute an die chinesische "Futterkrippe". Wie stehen nun unsere Aussichten, dass auch China mit uns Handelsbeziehungen ausdehnen möchte und wie wäre dies möglich?

./.

- 64 -

Botschafter Müller

Ich interessiere mich für die Frage nach den Auswirkungen der Erweiterung der Europäischen Gemeinschaften auf die Entwicklungsländer. In Indonesien macht man sich bereits Sorgen über die mögliche Diskriminierung der Ausfuhren nach Europa, insbesondere bezüglich der Handhabung der Ursprungsregeln. Wird die Schweiz einmal an Abmachungen, die gewissen Entwicklungsländern eine bevorzugte Behandlung einräumen (Yaoundé-Abkommen), teilnehmen?

M. l'Ambassadeur Humbert constate avec satisfaction que les craintes qu'il a exprimées l'année précédente de voir le peuple mettre en cause l'arrangement négocié à Bruxelles apparaissent infondées. Comment se présente cependant la constellation au Parlement?

M. l'Ambassadeur Heimo estime que l'élargissement et l'approfondissement des Communautés risquent de placer les pays petits et moyens dans une situation inconfortable face aux décisions des grandes puissances. L'élargissement provoque une concentration de puissance économique considérable à Bruxelles et diminuera le nombre des grandes entités participant aux échanges internationaux. Les grandes puissances sont incitées de la sorte à rechercher des solutions et à les imposer à leurs partenaires plus modestes. L'approfondissement, lui, va soumettre un nombre accru de domaines à l'action communautaire. On peut en prévoir des tendances polarisantes sur certains types de relations économiques internationales. La Suisse subira davantage encore l'attraction du Marché commun. La possibilité de défendre la vocation universelle de ses relations économiques avec l'étranger en sera affectée ou érodée. Les pays moyens à économie spécialisée dépendront davantage de l'extérieur. Enfin, la coopération multilatérale des pays à économie de marché aura tendance à s'affaiblir.

./.



- 65 -

Botschafter Jäggi

Richtet seine Frage an Herrn Jolles: Herr Wurth hat auf die Komplexität der Fragen bei den Auswirkungen der Erweiterung hingewiesen. In Dänemark wird mit einem neuen Personalstab von 840 Angestellten gerechnet, um alle anfallenden Aufgaben bewältigen zu können. Wird das Freihandelsabkommen auch für die Schweiz personelle Auswirkungen haben?

M. l'Ambassadeur Dupont souligne qu'en France, l'esprit européen ne saurait être exclusif. La France, qui cultive ses relations avec l'U.R.S.S., comprendrait une politique suisse "tous azimuts". La France est favorable à une Europe forte, mais la politique de Pompidou est pragmatique. La France n'est pas fondamentalement opposée aux Etats-Unis et reste attachée à la notion atlantique.

Botschafter Jolles

Zur Beantwortung der Fragen knüpfe ich an die einleitende Bemerkung an, das Freihandelsabkommen bedeute die Fortsetzung und Erfüllung eines Prinzips schweizerischer Aussenpolitik: Zusammenarbeit im westeuropäischen Raum ohne Beeinträchtigung unserer Bewegungsfreiheit und Neutralität. Neben dieser einen Grundausrichtung sind als gleichwertige Maximen weiter zu nennen: die Förderung der liberalen Welthandelsbeziehungen, die Zusammenarbeit mit den Entwicklungsländern, die besonderen Unterstützungsmassnahmen zugunsten der Dritten Welt sowie der Ausbau eines modus vivendi mit den Staatshandelsländern.

Botschafter Schnyder erklärte, es sei an der Zeit, die von uns proklamierte Absicht in konkrete Verhaltensweise umzusetzen, es sei uns ernst mit der "profession de foi". Darauf ist zu antworten, dass wir bereits einige konkrete und erfolgreiche Anstrengungen bei den Verhandlungen in Brüssel unternommen haben. Wir setzten uns dafür ein,

./.

- 66 -

dass die Landwirtschaft ausgeklammert wurde, weil dies sonst eine Beeinträchtigung der aussereuropäischen Interessenten zur Folge gehabt hätte. Als in der Schlussphase doch auf gewisse - landwirtschaftliche Produkte betreffende - Fragen eingetreten werden musste, haben wir Konzessionen einzig bei jenen Produkten eingeräumt, an denen die aussereuropäischen Staaten nicht interessiert sind. Weiter ist auch auf unsern energischen Kampf für die Gestaltung der Ursprungsregelung hinzuweisen, weil deren allzu restriktive Auslegung den Stand der internationalen Arbeitsteilung stark stören könnte. Von der Industrie haben wir auch die Bestätigung erhalten, dass keine Beeinträchtigungen unserer gegenwärtigen Beziehungen entstehen. Zur Frage Yaoundé und der genannten Befürchtung der Entwicklungsländer, dass die Schweiz in den Sog eines europäischen Präferenzsystems geraten könnte, erklärte Botschafter Jolles: Ueber die Gestaltung unseres Verhältnisses zu den assoziierten afrikanischen Staaten ist anlässlich der Verhandlungen mit den Europäischen Gemeinschaften nicht gesprochen worden. Wir sind froh, dass diese Frage nicht aufgeworfen wurde, widersprüche sie doch unserem Prinzip des Universalismus der Aussenwirtschaftsbeziehungen. Diesbezüglich bleiben wir also frei. Wir sind auch der Entwicklungsbank nicht beigetreten, um nicht dadurch einseitige Schwergewichte in unseren Beziehungen zur Dritten Welt zu schaffen.

Im weiteren knüpft Botschafter Jolles an die Aussagen der Herren Schnyder und Heimo sowie Weitnauer und Caillat an, nämlich, dass die EWG kein monolithischer Block sei. Der Begriff "Block" ist nämlich irreführend. Zwar muss die EWG gemäss Römervertrag gegenüber der Aussenwelt eine gemeinsame Aussenwirtschaftspolitik führen, doch kommt diese nur auf Grund einer äusserst schwierigen und langwierigen inneren Interessenabstimmung zustande. Man hat daher eher mit Handlungsunfähigkeit als mit einer sehr profilierten Aussenwirtschaftspolitik zu rechnen. Wenn die Schweiz nun ihrer Universalgrundausrichtung entsprechend eine ihr selbst treu bleibende Haltung einnimmt, so wird sie deshalb nicht isoliert

./.



- 67 -

sein, weil ein Teil der EWG-Staaten die gleiche Grundhaltung einnimmt und in der Gemeinschaft durchzusetzen versuchen wird, was aber wohl kaum immer gelingen dürfte. Wir haben das Privileg, eine grössere Handlungsfreiheit zu besitzen, um unsere Interessen wie auch jene wichtiger EWG-Staaten zum Ausdruck bringen zu können. Dies als Korrelat zur Situation, dass wir in formeller Hinsicht einsamer dastehen.

Zur Frage von Herrn Dominicé über die Zusammenarbeit unter Neutralen äussert sich der Redner wie folgt:

Die Abkommen mit Oesterreich und Schweden sind weitgehend identisch, das Abkommensmodell war das gleiche für alle. Diesbezüglich haben die Schweden und die Oesterreicher nicht schlechter abgeschnitten als wir, ausser dass bei ihnen ein grösserer Teil des Exportes einem verzögerten, verlangsamten Abbau unterworfen wird, wegen des Metall- und Papiersektors, der in diesen Ländern viel wichtiger ist als bei uns. Dies ist aber eine vorübergehende Erscheinung, weil je nach 7 bzw. 11 Jahren die Zollfreiheit hergestellt wird. Wenn die Schweiz besser abgeschnitten hat, so ist dies eine Frage der Optik, nämlich, dass wir genau das erreicht haben, was wir erreichen wollten. In den innerpolitischen Auseinandersetzungen kommen nämlich die anderen Neutralen weniger gut weg, weil die Erwartungen in Oesterreich und Schweden anders - ambitiöser - gelagert waren als bei uns. Ob es zweckmässig sei, in Zukunft mit den andern Neutralen zusammen aufzutreten, eine neutrale Gruppe zu bilden? Herr Jolles bezweifelt dies: Die Erfahrung hat gezeigt, dass eine Koordination nützlich ist, kann man doch vom "Goodwill" der anderen profitieren. Eine eigentliche Blockbildung, ein gemeinsames Auftreten, ein vorheriges Abstimmen, um sicher zu sein, dass wir die gleiche Politik verfolgen, scheint mir fragwürdig, weil die innenpolitischen Situationen verschieden sind. Weitgehend miteinander übereinstimmende Berührungspunkte werden sich mit anderen Ländern ergeben, so innerhalb des GATT. Zur Frage von Herrn Humbert sagt Botschafter Jolles, die Aussichten für die Zustimmung des Parlamentes seien gut. Ich kann mir nicht vorstellen, dass die direkten

Volkvertreter es politisch auf sich nehmen würden, die Rechte ihrer Wähler gegenüber einem Antrag des Bundesrates zu beschneiden. Aus juristisch denkenden Kreisen ist aber eine echte Opposition zu erwarten. Die Zustimmung zum Referendum wird deshalb mit einer kleineren Stimmenmehrheit erteilt werden als die Genehmigung des Freihandelsabkommens.

Die Tatsache, Herr Jäggi, dass Dänemark einen ganzen Stab neuer Beamten benötigt, währenddem die Schweiz nicht an einen solchen Ausbau denke, rührt daher, dass Dänemark Vollmitglied wird. In der Handelsabteilung wird lediglich eine Abteilung für EWG-Beziehungen geschaffen, analog zum bisherigen EFTA-Dienst. Im Zusammenhang mit Herrn de Kellers Frage bezüglich der konjunkturpolitischen Auswirkungen stellt sich eine weitere, nämlich, ob sich Handelsverlagerungen im europäischen Raum ergeben würden, ob der Handel zunehmen werde zulasten der Handelsbilanz mit den Nicht-EWG-Staaten. Sicherlich wird eine Verlagerung eintreten innerhalb des europäischen Raumes. Wegen der wirtschaftlichen Spaltung zwischen EWG und EFTA ist in den letzten 10 Jahren eine Handelsverlagerung von unserem angestammten Absatzmarkt der EWG auf die EFTA eingetreten. Der EFTA-Handel hat zu-, der EWG-Handel abgenommen. Es ist nun anzunehmen, dass eine rücklaufende Bewegung einsetzen wird und der Handel mit den EWG-Staaten seine ursprüngliche Bedeutung zurückerlangen, der vorübergehend aufgeblähte Handel mit den übrigen EFTA-Staaten aber zuerst weniger rasch ansteigen wird. So sind innereuropäische Verlagerungen daher zu erwarten, nicht aber etwa ein wilder Wachstum. Der ausgetrocknete Arbeitsmarkt lässt keine weiteren Expansionsmöglichkeiten mehr offen; dagegen ist mit einer qualitativen Verbesserung in der Ertragslage der Firmen zu rechnen. Allfällige konjunkturpolitische Auftriebskräfte werden durch die nunmehrige Verbilligung der Importgüter gedämpft.



- 69 -

Was schliesslich die Beziehungen zu China betrifft, so handelt es sich hier noch um ein gänzlich unbeschriebenes Blatt. Ich bin nicht in der Lage zu beurteilen, wie gross das chinesische Entwicklungspotential ist; darüber wird Ihnen Herr Probst besser Auskunft geben können.

Botschafter Weitnauer

Ich möchte nur kurz die Frage von Herrn de Keller beantworten. Bezüglich der amerikanischen Investitionen in Europa ist zu unterscheiden zwischen Direktaufkäufen von Unternehmen, die etwa 25 Mia. Dollars ausmachen, und den restlichen Käufen (Titel usw.), auf die die restlichen 15 Mia. Dollars fallen. Was die Frage der Gewinnanlage betrifft, so handelt es sich hier um einen Betrag von 3 Mia. Dollars, der in Europa reinvestiert wird, würde doch sonst bei einem Rückfluss dieser Gewinne die amerikanische Zahlungsbilanz verbessert.

Botschafter Probst nimmt Stellung zur aufgeworfenen Chinafrage; Der Run auf den chinesischen Markt hat eben erst begonnen. Im letzten Jahr haben wir für Fr. 70 Mio. nach China exportiert und für gleichviel importiert. Hatte China früher die Uhren aus der Sowjetunion bezogen, so kauft es sie seit der Konfrontation mit der UdSSR in der Schweiz. Was die Frage des Goldes betrifft, so ist dessen Zukunft derart unbestimmt, dass hier genaue Berechnungen unmöglich sind. Bisher bezahlte die Sowjetunion für ihre Importe immer in Devisen. Solange sie dies tun kann, wirkt es sich für uns günstig aus. Zum Schluss verweist Botschafter Probst noch auf einen kürzlich in der NZZ erschienenen Artikel, der auf das schlechte Geschäft des US-Weizenexportes nach der Sowjetunion hindeutet, im Moment, wo der Goldpreis erhöht werden könnte.

La séance prend fin à 12.00 h.

./.

- 70 -

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1972

Séance plénière du vendredi 1er septembre 1972

La séance débute à 14.30 h. sous la présidence de M. le Conseiller fédéral Graber.

LA SUISSE AUJOURD'HUI ET DEMAIN

M. le Conseiller fédéral Graber ouvre la séance et salue l'assemblée. Il remercie M. Nello Celio, Président de la Confédération, et M. le Professeur Schmid d'avoir accepté d'être présents, et donne la parole à M. le Professeur Schmid.

Professor Schmid:

"Die Schweiz heute und morgen" (siehe separate Beilage).

M. Celio, Président de la Confédération:

(cf. annexe séparée).

Botschafter Felix Schnyder:

Die Probleme des Reichtums und des ungehemmten Wachstums haben sich in den USA am raschesten ausgewirkt. Es ist nun bezeichnend, dass die Schweiz zeitverzögert ebenfalls mit den gleichen Problemen konfrontiert wird. Man kann jedoch von den amerikanischen Fehlern - auch von den Fehlern der Regierung - lernen. Im übrigen zeigt ein Vergleich mit den USA, dass die Schweiz recht gut, - fast "in mirakulöser Weise" gut - mit diesen Problemen fertig geworden ist. Früher wanderten die Schweizer nach den USA als dem Land der unbeschränkten Möglichkeiten aus; jetzt schlägt das Pendel auf die andere Seite aus; die Leute kehren wieder in die Schweiz zurück.



- 71 -

Ein Aspekt aus der Rede von Bundespräsident Celio ist symptomatisch: das Motto "le pays le moins gouverné est le mieux gouverné" gilt heute nicht mehr. Neue Begriffe der Regierungsverantwortung mit neuen Arbeitsmethoden und Strukturen sind aufgekommen. Daraus ergibt sich die Frage an Herrn Bundespräsident Celio: Wie kann der Bundesrat den Problemen begegnen?

#### Botschafter König:

Die erste Feststellung, die man nach zwei Jahren Abwesenheit in Australien bei der Rückkehr macht, ist die, dass die Schweiz immer noch das Bild der Ordnung, der Schönheit, des Friedens bietet. Da jedoch andererseits die Entwicklung in Richtung einer zunehmenden Industrialisierung und Ueberbauung nicht aufgehalten werden kann, muss unsere innere Einstellung überprüft werden. In Abwandlung des Bibelwortes sollte nicht mehr so sehr die Auffassung vom Menschen als Herr der äusseren Natur, sondern vielmehr diejenige vom Menschen als Herrscher der inneren Natur (Habgier, Herrschsucht, Neid) in den Vordergrund gestellt werden. Es gilt als ewige Wahrheit, dass wir nicht ungestraft an der äusseren Natur Raubbau treiben können, sondern dass wir uns bescheiden lernen müssen. Um allfälligen Missverständnissen vorzubeugen, hebt der Votant zum Schluss noch hervor, dass er nicht etwa im Namen irgend einer religiösen Sekte spreche.

#### M. l'Ambassadeur Dominicé:

Je ne veux rien ajouter aux brillants discours que nous avons entendus, mais je désire cependant poser une question à M. le Professeur Schmid ayant trait à la neutralité. Ce principe est de plus en plus discuté. Lorsque nous expliquons notre neutralité aux étrangers, nous citons, comme raison, le maintien de notre indépendance, surtout envers nos voisins immédiats, mais plus encore en raison des différences qui existent entre les diverses parties de la Suisse (à l'ori-

./.

- 72 -

gine, les guerres de religions). Ces motifs de notre neutralité (paix sociale, confessionnelle, etc.) sont-ils encore exacts pour expliquer que son maintien se justifie par la nature très spéciale de notre pays?

Botschafter Weitnauer:

Wiewohl wir als Diplomaten im Ausland wohnen, sind wir nicht ganz bar jeglicher Möglichkeiten, uns für das einzusetzen, was das Wesensmässige der Schweiz ausmacht. An der Schweiz ist das Schönste, dass sie eine wirkliche res publica ist, an der jeder einzelne teilhaben kann. Deshalb wäre es wirklich der Mühe wert, den Gründen nachzugehen, warum es zur "contestation" gekommen ist, von der Professor Schmid gesprochen hat. Hat vielleicht die Jugend das Gefühl, nicht mehr an der Machtausübung teilnehmen zu können?

Hinsichtlich der zukünftigen Entwicklung ist Botschafter Weitnauer optimistischer als Professor Schmid, denn der Schweizer sei von Natur aus expansionistisch eingestellt, begeisterungsfähig, und habe starke Emotionen zu seiner Verfügung. Es gehe nun darum, ihm klar zu machen, dass die Schweiz nach wie vor ein grosses Abenteuer sei, und dass dort mitzumachen sich der Mühe lohne.

Botschafter Weitnauer kehrt den von Professor Schmid verwendeten Fussball-Vergleich, die Schweiz sei bis jetzt ein Regionalklub gewesen und könne nun durch ihre Vereinbarungen mit der Europäischen Gemeinschaft in die europäische Liga B aufsteigen, um, und meint, viel eher könne man davon sprechen, dass die europäischen Grossmächte von der Liga A in die Liga B abgestiegen seien. Es gelte, den jungen Schweizern das Gefühl der Unterlegenheit zu nehmen und sie für die Zukunft zu begeistern.

Botschafter Schmidlin:

Er berichtet - im Zusammenhang mit dem vielzitierten "Sonderfall Schweiz" - über seine Erfahrungen in Bangla Desh. Der dortige Staats- und Ministerpräsident hätten ihm Bangla Desh als Sonderfall



- 73 -

dargelegt. Angesichts dieses jungen Staates müssten wir uns schon fragen, ob wir, als einer der ältesten Staaten überhaupt, noch das Anrecht hätten, von einem "cas unique" zu sprechen. Wir sind zwar kein Nationalstaat, aber auch ausserhalb Europas gibt es Staaten, die nicht Nationalstaaten sind. Anlässlich der Verhandlungen zum Currie-Abkommen ist Minister Stucki mit der Verwendung des Ausdrucks "Sonderfall" sicherlich gut beraten gewesen, aber heute ist dieser Begriff abgenützt.

Der Votant weist abschliessend darauf hin, dass der Ruf der Schweiz im Ausland besser sei, als unsere übertriebene Selbstkritik annehmen liesse.

M. l'Ambassadeur Heimo:

Les deux exposés que nous avons entendus démontrent que nos autorités ont à faire face à des problèmes nouveaux, complexes et interdépendants. Existe-t-il une possibilité d'adapter la nature de notre système administratif afin de mieux répondre aux nécessités actuelles?

M. l'Ambassadeur Humbert:

Notre expansion est hypothéquée par l'inflation. Les mesures prises ne suffisent pas. M. le Président, avez-vous d'autres remèdes à nous proposer? Nous jouissons déjà de la paix du travail, pourrions-nous inciter les partenaires sociaux à mieux s'entendre sur la politique des revenus?

M. l'Ambassadeur Suter:

1. Dispose-t-on d'études statistiques des maximum et optimum de population afin de déterminer le volume des importations, des services, etc.?

2. Que pensez-vous de la décentralisation de l'industrie comme remède au problème de l'inflation et du manque de main-d'oeuvre en Suisse?

M. l'Ambassadeur Dupont:

1. Une augmentation des impôts permettant d'atteindre le niveau fiscal des pays voisins ne conduirait-elle pas à une diminution de la capacité d'auto-financement de nos industries, ce qui nécessiterait peut-être une aide fédérale?
2. Me référant à la question de M. l'Ambassadeur Suter, j'aimerais connaître quels sont les avantages et les inconvénients de sa formule. La sous-traitance ne serait-elle pas une meilleure solution?

Professor Schmid:

Als grundsätzliche Erwiderung auf die aufgeworfenen Fragen meint Professor Schmid, dass er in seinen Ausführungen mehr das Stimmungsmässige einzufangen versucht habe; er habe von Dingen gesprochen, die nicht in der Zeitung stehen, und die deshalb den Herren Botschaftern im Ausland nicht unbedingt vertraut sein dürften.

Botschafter Dominicé hat die Frage gestellt, ob die traditionellen Motive unserer Neutralität - Wahrung der Unabhängigkeit nach aussen und Sorge um Aufrechterhaltung unserer kulturellen, sprachlichen und religiösen Vielfalt im Innern - heute noch ihre volle Gültigkeit hätten. Dazu ist einmal zu betonen, dass die Neutralität als Maxime der Aussenpolitik vorläufig nicht zur Diskussion steht. Sodann hängt die doppelte Motivierung der Neutralität immer mit der Gefahr eines Krieges zusammen. Sie spielte beispielsweise zu Zeiten kriegerischer Auseinandersetzungen zwischen Deutschland und Frankreich eine wichtige Rolle. Im jetzigen Zeitpunkt ist jedoch das neutralitätspolitische Kohärenzmotiv hinfällig geworden; es wäre für unsere Jugend kaum mehr verständlich. Was uns heute mit der Umwelt



- 75 -

verbindet, ist nicht die Neutralität, sondern der Gedanke der Solidarität. Aus diesem Grunde können vermehrte Anstrengungen im Rahmen des IKRK und der Entwicklungshilfe für unser Ansehen nur günstige Auswirkungen haben.

Was die Einschätzung der heutigen Lage betrifft, muss Professor Schmid gestehen, dass er pessimistischer eingestellt sei als Herr Weitnauer. Es sei nur schade, dass Leute wie Botschafter Weitnauer nicht öfters am Fernsehschirm erscheinen; dies umsomehr, als heute die Massenmedien - allen vorab das Fernsehen - das Positive an der Schweiz allzu wenig hervorheben. Der Kritik wird ein ungleich grösserer Raum beigemessen als den Aktivposten. Beispielsweise wird zu wenig gezeigt, dass die Schweiz ein Industriestaat ist. Wir sind denn auch weitgehend selber schuld, dass wir im Ausland ein falsches Bild von uns projiziert haben. Dass bei den Jungen "contestation" herrscht, ist ein natürlicher, wenn auch transitorischer Zustand. Es muss jedoch ein bedenkliches Licht auf die Entwicklung werfen, wenn gewisse Intellektuelle die Opposition zu einem Dauerzustand machen.

#### Bundespräsident Celio:

Botschafter Schnyder hat zu Recht auf gewisse Parallelen zwischen der Entwicklung in den USA und in der Schweiz hingewiesen. Allerdings können die wirtschaftlichen Verhältnisse in den beiden Staaten nicht absolut verglichen werden. So machen bei den USA die Handelsexporte nur 5 % des Bruttosozialprodukts aus, während bei uns die entsprechende Zahl fast 30 % beträgt. Des weitern verfügen wir im Unterschied zu den Vereinigten Staaten über keine freien Kapazitäten mehr. Zudem können die Amerikaner auf einen gewaltigen Binnenmarkt abstellen, während für uns der Markt die ganze Welt bedeutet. Zuguterletzt stellen die USA - im Unterschied zur Schweiz - die Reservewährung mit allen sich daraus ergebenden Implikationen.

- 76 -

Bundespräsident Celio geht mit Botschafter Schnyder darin einig, dass es uns gut geht. Dieser Zustand sei jedoch nicht von selbst eingetreten, sondern dazu bedürfe es einer tragenden Gemeinschaft. Ueberdies haben Entwicklung und vielseitige Tätigkeit unserer Industrie, die im letzten Jahrhundert und noch in der Zwischenkriegszeit im Ausland unerhörte Leistungen vollbracht hat, viel zu unserem Wohlstand beigetragen. Im gleichen Atemzug muss aber auch die gute, fleissige Arbeiterschaft genannt werden. Wenn nun heute die Industrie zum Sündenbock für alle Missstände gestempelt wird, sollte man nicht vergessen, dass das wirtschaftliche Wachstum und der Wohlstand der Schweiz ohne deren starke Stellung als internationale Finanz- und Handelsmacht nie denkbar gewesen wäre.

Botschafter Schnyder hat die zweifellos richtige Feststellung einer gesteigerten Regierungsverantwortung gemacht. Warum muss nun dieses Land vermehrt regiert werden? Weil die Kräfte, die früher den Markt reguliert hatten, heute nicht mehr oder nur noch ungenügend spielen. Im Währungswesen etwa musste die fehlende Disziplin folgerichtig zu staatlichen Eingriffen führen.

Hinsichtlich der von Botschafter Schnyder aufgeworfenen Frage, welche Instrumente zum Regieren notwendig seien, müssen wir unterscheiden:

1. Mittel, welche die Regierung zur Durchsetzung ihrer Politik befähigen.
2. Massnahmen des Staates.
3. Beiträge, die von der Privatwirtschaft ausgehen müssen.

ad 1. Unser gegenwärtiges Arsenal an einsatzbereiten wirtschafts- und finanzpolitischen Instrumenten ist eher bescheiden. Gerade auf dem monetären Sektor ist aber ein Instrumentarium der Nationalbank absolut notwendig, um beispielsweise unerwünschte Devisenzuflüsse bremsen zu können. Niemand zweifelt



- 77 -

zwar an der Existenzberechtigung der Banken, aber bei deren ständig wachsender Machtstellung kann es dem Staat und der Wirtschaft nicht mehr gleichgültig sein, wie ihre Mittel eingesetzt werden. Aus diesem Grunde stellen entsprechende Verfassungsartikel eine unbedingte Notwendigkeit dar.

- ad 2. Andererseits taucht die Frage auf, wie wir unser Land gestalten sollen. Im Jahre 2000 wird mit 8 - 9 Mio. Einwohnern gerechnet. Massgebend bleibt jedoch die Entwicklung der Technik, des Verkehrs, des Umweltschutzes und der internationalen Verflechtung. Nur eine ausgewogene und sorgfältige Landes-, Regional- und Zonenplanung kann da helfen, aber es muss befohlen werden. Und Befehle erteilt bekanntlich der Staat. Es besteht eine leise Hoffnung auf die wachsende Einsicht der Schweizerbevölkerung, dass es nicht nur Privatinteressen gibt, sondern in erster Linie ein Gemeininteresse, auch wenn dies in den Ohren gewisser Gruppierungen und Parteien nach Häresie tönen mag.
- ad 3. Aus dem ganzen Katalog von Problemen, mit denen die Privatindustrie in zunehmendem Masse konfrontiert sein wird, seien erwähnt: die Bekämpfung der Abgase als eine lebenswichtige Aufgabe; die Entwicklung von umweltfreundlichen Motoren; die Einschränkung des Automobilverkehrs.

Die Antwort auf die Fragen der Herren Botschafter Humbert und Dupont erfolgte auf französisch.

M. l'Ambassadeur Humbert m'a posé la question de savoir s'il ne faudrait pas amener les partenaires sociaux à s'entendre sur la politique des revenus. Ceci impliquerait des problèmes énormes et permettrait peut-être de soigner les conséquences de l'inflation, mais non ses causes. Tous les pays qui ont adopté cette solution l'ont finalement abandonnée. Je suis d'accord qu'il faut soigner

- 78 -

les contacts entre patrons et syndicats. Une politique des revenus est rendue plus difficile en Suisse par le fait que notre inflation est en partie importée.

En réponse à la question de M. l'Ambassadeur Dupont, je pourrais lui dire qu'en ce moment, il ne serait pas mauvais de freiner quelque peu l'auto-financement de nos industries. Cependant, il faut reconnaître que notre industrie est actuellement passablement endettée et il est vrai que si l'impôt augmente, les possibilités d'investissement diminuent. Les charges actuelles d'un Etat moderne sont telles que l'impôt indirect est nécessaire; il faudrait avoir la chance de pouvoir introduire la TVA pendant une période de récession économique et non dans un moment d'inflation.

Décentralisation de l'industrie.

La balance déficitaire des Etats-Unis est en partie causée par le fait que les Etats-Unis ont exporté leur capacité de production à l'étranger. Si nous exportons nos industries, nous risquons le même sort. Dans le cas contraire, nous risquons de perdre notre part au commerce mondial. Nous sommes placés devant un dilemme et les alternatives ne sont pas réjouissantes. Il faudrait trouver une solution plus élastique, qui permette des investissements moins importants.

Oeuvres sociales.

Les ouvriers étrangers se concentrent dans les grandes villes, car ils y ont plus d'avantages que dans les campagnes où les oeuvres sociales sont moins développées. La décentralisation devrait être imposée par l'Etat, mais notre appareil administratif est presque à la limite de ses possibilités. La Confédération ne peut pas prendre à sa charge encore beaucoup de nouveaux problèmes avec le même appareil administratif. Les relations



- 79 -

entre la Confédération et les cantons doivent, également, être revues afin de mieux répartir les charges et d'éviter des chevauchements tels que c'est actuellement le cas. Il faut changer notre système, qui imposait des charges très lourdes aux cantons, ceux-ci étant en retour subventionnés par la Confédération. On croyait ainsi pouvoir sauvegarder le fédéralisme, alors qu'en fait, on a obtenu le résultat contraire.

M. le Conseiller fédéral Graber

remercie tous ceux qui ont, par leurs interventions, pris part si activement à la conférence.

Allocution en l'honneur de M. l'Ambassadeur Jean de Rham.

M. Jean de Rham est entré au Département politique fédéral en 1934. Au cours de son premier poste à Londres, il y fit preuve d'un dévouement admirable. Il fut ensuite nommé Consul général à Hambourg, puis premier collaborateur à Rome. Après avoir été chargé d'affaires en pied en Union Sud-africaine en 1951, il prit la tête de la Division des organisations internationales en 1956. Dès 1961, il fut nommé ambassadeur au Japon, puis en 1967 ambassadeur en Italie où il eut la tâche difficile d'expliquer la position suisse sur le problème de la main-d'oeuvre étrangère. Pour les précieux services rendus à la Confédération, nous exprimons toute notre gratitude à M. l'Ambassadeur Jean de Rham, non seulement au nom du Département politique fédéral, mais au nom du Conseil fédéral tout entier.

La séance est levée à 17.30 h.

\* \* \*